



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 19 NOVEMBRE 1898.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

4039

#### Nominations

##### DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 15 novembre 1898.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 15 novembre 1898, de nommer M. Aldéric Guilbault, senior, conseiller de la municipalité du village de Sainte-Geneviève, comté de Jacques-Cartier, en remplacement de M. Venant Pilon, dont le siège est devenu vacant, et ce en vertu des dispositions de l'article 320 du code municipal.

4211

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR par arrêté en conseil, en date du 5 novembre 1898, de nommer M. P. Auguste Fournier, notaire, de la paroisse de Saint-Raphaël, dans le comté de Bellechasse, greffier de la cour de circuit du comté de Bellechasse, à Saint-Raphaël, aux lieu et place de M. Majorie Mercier, qui a donné sa démission.

4275

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 19th NOVEMBER, 1898.

#### GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

4040

#### Appointments

##### PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 15th November, 1898.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, to appoint, on the 15th of November, 1898, M. Aldéric Guilbault, senior, councillor of the municipality of the village of Sainte Geneviève, county of Jacques Cartier, to replace M. Venant Pilon, whose seat has become vacant, and this in virtue of the provisions of article 320 of the municipal code.

4112

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 5th of November, 1898, to appoint Mr. P. Auguste Fournier, notary, of the parish of Saint Raphael, in the county of Bellechasse, clerk of the circuit court of the county of Bellechasse, at Saint Raphael, in the place and stead of Mr. Majorie Mercier, who has resigned.

4276

## Proclamation

Canada  
Province of  
Québec }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qu devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGTIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et à chacun de vous—

SALUT :

## PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGTIÈME jour du mois d'OCTOBRE mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, MARDI, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec, le TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTE, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIXIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

3351

## Avis du Gouvernement

DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE.

## AVIS PUBLIC.

Avis public est par les présentes donnée que, le cercle agricole ci-après mentionné, ayant transmis au département de l'Agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformés à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le sousigné autorise la formation de ce cercle qui est par les présentes constitué en corporation.

Dans le comté de MISSISQUOI, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

Cercle agricole de la municipalité de Notre-Dame de Stanbridge.

F. G. MIVILLE DECHENE,  
Commissaire de l'agriculture.

Québec, 17 novembre 1898.

4277

## Proclamation

Canada,  
Province of  
Quebec. }

L. A. JETTÉ

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councilors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTIETH day of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-eight, you and each of you—GREETING :

## PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTIETH day of the month of OCTOBER, one thousand eight hundred and ninety-eight, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on TUESDAY, the TWENTY-NINTH day of the month of NOVEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTE, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TENTH day of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-eight, and in the sixty-second year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery  
Québec.

3352

## Government Notices

DEPARTMENT OF AGRICULTURE.

## PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given that, the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the requirements of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorize the formation of this club which is hereby constituted in corporation.

In the county of MISSISQUOI, the following club is authorized under the name given hereafter, to wit :

Farmer club of the parish of Notre Dame de Stanbridge.

F. G. MIVILLE DECHENE,  
Commissioner of agriculture.

Québec, 17th November, 1898.

4278

## PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :  
Adj. 6701.

*Woburn.*

Lot 50, du 1er rang, à Amidor R. Dumoulin.  
Lot 51, du 1er rang, à Régis Renaud, père.  
Lot 50, du 2e rang, à Régis Dumoulin.  
Lot 51, du 2e rang, à Régis Renaud, père.  
Lot 6, du 9e rang, à François Gagné.  
Lot 9, du 9e rang, à Vénéricin Cameronne.

E. E. TACHÉ,  
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
Québec, 15 novembre 1898.

## PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :  
Adj. 6702.

*Wolfe.*

Lot 35, du 3e rang, à Carisse Larance.

E. E. TACHE,  
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
Québec, 14 novembre 1898.

## PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :  
Adj. 6703.

*Portland Est.*

La  $\frac{1}{2}$  ouest du lot 13, du 4e rang, à Martha Eleanor Healy.

E. E. TACHÉ,  
Assistant-commissaire.  
Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
Québec, 14 novembre 1898.

## PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

## PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of this notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :  
Adj. 6701.

*Woburn.*

Lot 50, in the 1st range, to Amidor R. Dumoulin.  
Lot 51, in the 1st range, to Régis Renaud, sr.  
Lot 50, in the 2nd range, to Régis Dumoulin.  
Lot 51, in the 2nd range, to Régis Renaud, sr.  
Lot 6, in the 9th range, to François Gagné.  
Lot 9, in the 9th range, to Vénéricin Cameronne.

E. E. TACHE,  
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Quebec, 15th November, 1898.

## PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of this notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sale and locations of the public lands mentioned in the following list :  
Adj. 6702.

*Wolfe.*

Lot 35, in the 3rd range, to Carisse Larance.

E. E. TACHE,  
Assistant Commissioner.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Quebec, 14th November, 1898.

## PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :  
Adj. 6703.

*Portland East.*

W.  $\frac{1}{2}$  of lot 13, in the 3rd range, to Martha Eleanor Healy.

E. E. TACHÉ,  
Assistant Commissioner.  
Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Quebec, 14th November, 1898.

## PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 6704.

*Blake.*Lots 39 et 40, du 10<sup>e</sup> rang, à Alphonse Thérien.

CHS. O. LAVOIE,  
Assistant-Commissaire suppléant.  
Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
Québec, 15 novembre 1898.

PROVINCE DE QUÉBEC.

*Département des Terres, Forêts et Pêcheries.*

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants, des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

*Canton Macpès.*  
Rang A.

- Lot 23, à A. Côté.  
 $\frac{1}{2}$  S. O. du lot 26, à Alphonse Lavoie.  
 $\frac{1}{2}$  S. O. du lot 10, du 3<sup>e</sup> rang, à D. St Laurent.  
 Lot 23, du 4<sup>e</sup> rang, à J. Bte LeBel.  
 5<sup>e</sup> rang.  
 $\frac{1}{2}$  N. E. du lot 8, à Conrade Proulx.  
 $\frac{1}{2}$  N. E. du lot 9, à Jos. Duchesne.  
 $\frac{1}{2}$  S. O. du lot 9, à Mich. Duchesne.  
 $\frac{1}{2}$  S. O. du lot 12, à Noël Proulx.  
 $\frac{1}{2}$  N. E. du lot 13, à Paschal Lepage.

*Canton Negette.*  
8<sup>e</sup> rang.

- Lot 34, à Frs. Levesque.  
 Lot 35, à Jos. McCarthy.  
*Canton Romieux.*  
 Lot B, du 2<sup>e</sup> rang, à Télésp. Couturier.

*Canton Cap Chat.*  
3<sup>e</sup> rang.

- $\frac{1}{2}$  N. E. du lot 6, à Jean Lepage.  
 $\frac{1}{2}$  S. O. du lot 47, à Ls. Roy, fils.

CHS. O. LAVOIE,  
Assistant-Commissaire suppléant.  
Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
Québec, 19 novembre 1898. 4203

PROVINCE DE QUÉBEC.

*Département des Terres, Forêts et Pêcheries.*

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Adj. 6698.

*Wentworth.*La  $\frac{1}{2}$  ouest du lot 2, du 11<sup>e</sup> rang, à Michel Prudhomme.

E. E. TACHE,  
Assistant-commissaire.  
Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
Québec, 5 novembre 1898.

PROVINCE DE QUÉBEC.

*Département des Terres, Forêts et Pêcheries.*

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Adj. 6704.

*Blake.*

Lots 39 and 40, in the 10th range, to Alphonse Thérien.

CHS. O. LAVOIE,  
Acting Assistant Commissioner.  
Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Québec, 15th November, 1898.

PROVINCE OF QUEBEC.

*Department of Lands, Forests and Fisheries.*

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

*Township Macpès.*  
Range A.

- Lot 23, to A. Côté.  
 S. W. of lot 26, to Alph. Lavoie.  
 S. W.  $\frac{1}{2}$  of lot 10, of 3rd range, to D. St Laurent.  
 Lot 23, of 4th range, to J. Bte. LeBel.  
 5th range.  
 N. E.  $\frac{1}{2}$  of lot 8, to Conrade Proulx.  
 N. E.  $\frac{1}{2}$  of lot 9, to Jos. Duchesne.  
 S. W.  $\frac{1}{2}$  of lot 9, to Mich. Duchesne.  
 S. W.  $\frac{1}{2}$  of lot 12, to Noël Proulx.  
 N. E.  $\frac{1}{2}$  of lot 13, to Paschal Lepage.

*Township Neigette.*  
8th range.

- Lot 34, to Frs. Levesque.  
 Lot 35, to Jos. McCarthy.  
*Township Romieux.*  
 Lot B, of 2nd range, to Télésp. Couturier.

*Township Cap Chat.*  
3rd range.

- N. E.  $\frac{1}{2}$  of lot 6, to Jean Lepage.  
 S. W.  $\frac{1}{2}$  of lot 47, to Ls. Roy, jr.

CHS. O. LAVOIE,  
Acting Assistant Commissioner.  
Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Quebec, 19th November, 1898. 4204

PROVINCE OF QUEBEC.

*Department of Lands, Forests and Fisheries.*

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 6698.

*Wentworth.*West  $\frac{1}{2}$  of lot 2, in the 11th range, to Michel Prudhomme.

E. E. TACHÉ,  
Assistant Commissioner.  
Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Quebec, 5th November, 1898.

PROVINCE OF QUEBEC.

*Department of Lands, Forests and Fisheries.*

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 6700.

*Laverlochère.*

Lot 5, du 1er rang, à Louis Bellehumeur.  
E. E. TACHÉ,  
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
Québec, 5 novembre 1898.

PROVINCE DE QUÉBEC.

*Département des Terres, Forêts et Pêcheries.*

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

*Canton Bagot.*

Lot 27, du rang S. O. chemin Sydenham, à C. Grenier.

*Canton Tremblay.*

Lot 68, du 9e rang, à Jos. Tremblay.

*Canton Chicoutimi.*

Lot 29, du 1er rang N. E., à Léandre Potvin.  
12e rang.

Lot 15, à Jos. Simard.

Lot 16, à R. D. Blackburn.

*Canton Nouvelle.*

Lot 7, du rang O. Escuménac, à F. Gough.  
E. E. TACHÉ,  
Assistant-commissaire.

Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
Québec, 12 novembre 1898.

4109-2

PARLEMENT DU CANADA.

## EXTRAITS DES RÈGLES DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, RELATIVES AUX BILLS PRIVÉS.

Toutes demandes de bills privés doivent être annoncées par un avis sur la signature et l'adresse des pétitionnaires ou de leurs solliciteurs, indiquant d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, et publié comme suit :

Dans la *Gazette du Canada* et dans un journal du comté, district, comtés-unis ou territoire intéressés dans la mesure projetée ; ou s'il n'y paraît pas de journal, alors la publication doit se faire dans un journal du comté, district ou territoire le plus voisin où il s'en publie.

Dans les provinces de Québec et de Manitoba, l'avis doit se donner de la même manière en langue anglaise et en langue française.

La publication de ces avis durera, dans chaque cas, la période de deux mois au moins pendant l'intervalle de temps qui s'écoulera entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

Des exemplaires marqués de tous les numéros des journaux reproduisant la première et la dernière insertions de l'avis, devront être transmis au greffier de chaque Chambre, et porter à l'endos "Demandes de bills privés."

Dans le cas d'une demande pour la construction d'un pont de péage, l'avis devra mentionner les taux de péage proposés, la nature de la construction, la hauteur des arcades, l'espace entre les culées ou piles, etc.

On devra déposer au bureau du greffier de la Chambre où le bill prendra naissance, huit jours au moins avant l'ouverture du Parlement, une copie du bill avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression. Une somme additionnelle de deux cents piastres, plus le coût de l'impression de l'acte dans les Statuts, sera immédiatement exigée après la deuxième lecture du bill.

Les pétitions en obtention de bills privés doivent

Adj. 6700.

*Laverlochère.*

Lot 5, in the 1st range, to Louis Bellehumeur.  
E. E. TACHE,  
Assistant Commissioner.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Quebec, 5th November, 1898.

PROVINCE OF QUEBEC.

*Department of Lands, Forests and Fisheries.*

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

*Township Bagot.*

Lot 27, of S. O. range, Sydenham road, to C. Grenier.

*Township Tremblay.*

Lot 68, of 9th range, to Jos. Tremblay.

*Township Chicoutimi.*

Lot 29, of 1st range N. E., to Leandre Potvin.  
12th range.

Lot 15, to Jos. Simard.

Lot 16, to R. D. Blackburn.

*Township Nouvelle.*

Lot 7, of W. Escuménac range, to F. Gough.  
E. E. TACHE,  
Assist.-Commissioner.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Quebec, 12th November, 1898.

4110

PARLIAMENT OF CANADA.

## EXTRACTS FROM RULES OF THE SENATE AND HOUSE OF COMMONS, RELATING TO PRIVATE BILLS.

All applications for Private Bills require a notice over the signature and address of the applicants or of their solicitors, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, published by advertisement as follows, viz :

In the *Canada Gazette* and in one newspaper published in the county, district, union of counties or territory affected by the proposed measure ; or if there be no newspaper published therein, then in a newspaper in the next nearest county, district or territory in which a newspaper is published.

In the provinces of Quebec and Manitoba, the notice must be published in the like manner in the english and french languages.

All notices shall be continued for a period of at least two months during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

Marked copies of all the newspapers, endorsed "Application for Private Bills," containing the first and last insertions of such notice, shall be sent to the clerk of each House.

In the case of an application for the erection of a toll bridge, the notice shall also state the proposed rates of toll, the nature of the structure, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, &c.

A copy of the Bill shall be deposited with the clerk of the House in which the bill is to originate, at least eight days before the meeting of Parliament, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same. And a further sum of two hundred dollars and the cost of printing the act with the statutes will be levied immediately after the second reading of the bill.

Petitions for Private Bills must be presented to

se présenter au Sénat et à la Chambre des Communes dans les trois premières semaines de la session.

Les bills privés doivent se présenter au Sénat ou à la Chambre des Communes dans les quatre premières semaines de la session.

EDOUARD J. LANGEVIN,  
Greffier du Sénat.

JNO. G. BOURINOT,  
Greffier de la Chambre des Communes.

#### RÈGLE SPECIALE DU SENAT.

49. (c) Chaque fois qu'un bill doit opérer dans plus d'une province, territoire ou district, l'avis sera publié dans la *Gazette du Canada* et dans un journal bien établi publié dans chaque province, territoire ou district où le bill doit opérer.

#### ORDRE PERMANENT.

Lorsqu'un bill, confirmant un bail, une convention ou toute autre espèce de contrat, sera reçu ou présenté au Sénat, ce bail, cette convention ou cette autre espèce de contrat sera exposé dans un appendice ou autrement.

EDOUARD J. LANGEVIN,  
Greffier du Sénat.

3797

#### EXTRAITS DES REGLEMENTS SPECIAUX DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Les bills privés doivent être rédigés de manière à y incorporer, par référence, les clauses des actes généraux relatives aux détails que doivent régler les bills.

Les bills privés tendant à la modification ou à l'adoption d'actes dont l'objet est de constituer des compagnies de chemins de fer en corporation, doivent être rédigés selon la formule du bill-type adopté par la Chambre, dont on peut se procurer des exemplaires en s'adressant au greffier.

Les dispositions différant du bill-type seront insérées entre crochets, et après avoir été revisées par les fonctionnaires compétents, elles seront imprimées de cette manière.

Les articles d'actes existants que l'on voudra modifier, seront réimprimés intégralement, en y intercalant les modifications entre crochets.

Les bills privés qui n'auront pas été rédigés conformément à ces règles, seront retournés à leurs promoteurs pour être remodelés avant d'être revisés et imprimés.

Les dispositions exceptionnelles devront être clairement spécifiées dans l'avis de la demande de législation.

On devra déposer au comité des chemins de fer, une semaine au moins avant la prise en considération du bill, une carte ou plan certifié indiquant le tracé de toute ligne projetée de chemin de fer, ainsi que les lignes existantes ou les travaux autorisés de même nature, dans le district, ou affectant de quelque manière le district que l'entreprise projetée a pour objet de desservir, avec une déclaration faisant connaître le capital que l'on a l'intention de former pour l'exécution de cette entreprise et les moyens de se le procurer.

#### ORDRE SPECIAL DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

*Resolu*,—Que le greffier de la Chambre adresse une copie de la règle 49 modifiée, aux personnes qui signifient dans la *Gazette du Canada* leur intention de s'adresser au Parlement pour l'obtention d'un bill privé, ainsi qu'un avis portant que la dite règle sera strictement appliquée à l'avenir :

49. Les pétitions en obtention de bills privés ne seront reçues par la Chambre que pendant les trois premières semaines de la session, et les bills privés ne pourront être présentés à la Chambre que pendant les quatre premières semaines de la session ; et tout comité auquel aura été envoyé un bill privé

the Senate and House of Commons within the first three weeks of the session.

Private Bills are to be presented to the Senate or House of Commons within the first four weeks of the session.

EDOUARD J. LANGEVIN,  
Clerk of the Senate.

JNO. G. BOURINOT,  
Clerk of the House of Commons.

#### SPECIAL RULE OF THE SENATE.

49. (c) When a Bill is to operate in more than one province, territory or district, the notice shall be published in the *Canada Gazette* and in a leading newspaper in each province, territory or district in which the Bill is to operate.

#### STANDING ORDER.

When any Bill, confirming a deed, lease, agreement or other instrument, is brought up or presented to this Senate, such deed, lease, agreement or other instrument shall be set forth in the Bill by way of Schedule or otherwise.

EDOUARD J. LANGEVIN,  
Clerk of the Senate.

3798

#### EXTRACTS FROM SPECIAL RULES OF THE HOUSE OF COMMONS.

Private bills shall be so framed as to incorporate, by reference, the clauses of the general acts relating to the details to be provided for by such bills.

Private bills in amendment of acts, or for acts incorporating railway companies, shall be drawn in accordance with the model bill adopted by the House, copies of which may be obtained from the clerk.

Provisions varying the model bill shall be inserted between brackets, and when revised by the proper officers, shall be so printed.

Sections of existing acts proposed to be amended shall be reprinted in full with the amendments inserted in their proper places and between brackets.

Private Bills which are not drawn in accordance with these rules, shall be returned to the promoters to be recast before being revised and printed.

Exceptional provisions shall be clearly specified in the notice of application.

A certified map or plan showing the location of any proposed line of railway, also the lines existing or authorized work of a similar character within, or in any way affecting, the district which the proposed work is intended to serve, and an exhibit showing the amount of capital proposed to be raised for the undertaking, and the manner in which it is proposed to raise the same, shall be filed with the railway committee at least one week before the consideration of the bill.

#### SPECIAL ORDER OF THE HOUSE OF COMMONS.

*Resolved*,—That the clerk of the House do have a copy of the new rule 49, sent to those persons giving notice in the *Canada Gazette* of their intention to apply to Parliament for the passing of a Private Bill, together with a notification that the said rule will be strictly adhered to for the future :

49. Petitions for Private Bills shall only be received by the House within the first three weeks of the session, and Private Bills may only be presented to the House within the first four weeks of the session ; and it shall be the duty of any committee to which any Private Bill may be referred to

devra le prendre en considération et en faire rapport à la Chambre avec toute la diligence convenable.

2. Que tous les comités de bills privés aient instruction, dans les cas où les promoteurs ne seraient point prêts à procéder avec leurs mesures après qu'elles auront été appelées deux fois à deux différents jours pour être prises en considération par le comité qui en sera saisi, de rapporter aussitôt ces mesures à la Chambre avec l'exposé des faits et avec la recommandation que les bills soient retirés.

JOHN GEORGE BOURINOT,

3801

Greffier des Communes.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF.

*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les réglemens concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux

consider and report the same to the House with all convenient speed.

2. That it be an instruction to all committees on Private Bills, in the event of promoters not being ready to proceed with their measures when the same have been twice called on two separate occasions for consideration by the committees, that such measures shall be reported back to the House forthwith together with a statement of the facts and with the recommendation that such bill be withdrawn.

JOHN GEORGE BOURINOT,

3802

Clerk of the Commons.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of an individual, profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately

cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

4035

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privés.*

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçu après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélevement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe

after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

4036

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills.*

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly

particulière de la société ; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné ; et si l'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

“ Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogeant à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éliminer et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront faits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés. ”

“ Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre,

and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected ; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition ; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporat-

et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs."

(a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

4037

L. G. DESJARDINS  
Greffier de l'Assemblée Législative.

### Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que, à la prochaine session de la législature, la corporation de la ville de Victoriaville, demandera à amender sa charte, de manière à étendre les limites de son territoire et à augmenter les pouvoirs qui lui sont conférés par son acte d'incorporation.

J. E. METHOT,

Avocat de la requérante.

Daté ce 7 novembre 1898.

4113-2

### AVIS PUBLIC

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi afin de constituer en une corporation de ville, sous le nom de ville de East Angus, le territoire suivant situé dans le comté de Compton, à savoir : la moitié est du lot onze (11) et tous les lots douze (12), treize (13), quatorze (14) et quinze (15), dans le deuxième rang, et la moitié est du lot onze (11) et tous les lots douze (12), treize (13), quatorze (14) et quinze (15), dans le troisième rang du canton de Westbury, dans le dit comté de Compton, le dit territoire contenant en tout environ dix-huit cents acres (1,800).

Et afin de donner à la dite corporation de ville tous les pouvoirs nécessaires à son existence et à l'administration de ses affaires comme corporation de ville, et de pourvoir à la meilleure direction de l'éducation, "dans ses limites."

HURD & FRASER,

Solliciteurs des requérants.

Sherbrooke, 9 novembre 1898.

4145-2

Avis est présentement donné que la "Stadacona Water, Light and Power Company" s'adressera à la législature provinciale de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à son acte d'incorporation, 60 Victoria, chap. 78, dans le but

ing electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turn-pike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets :

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist ; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter ; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

4038

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Legislative Assembly

### Applications to the Legislature

Notice is hereby given that, at the next session of the legislature, the corporation of the town of Victoriaville, will ask to amend its charter, in order to extend the boundaries of its territory and to increase the powers granted it by its act of incorporation.

J. E. METHOT,

Attorney for the petitioner.

Dated this 7th November, 1898.

4114

### PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of a law organizing into a town corporation, under the name of the town of East Angus, the following territory situated in the county of Compton, to wit : the east half of lot eleven (11) and the whole of lots twelve (12), thirteen (13), fourteen (14) and fifteen (15), in the second range, and the east half of lot eleven (11) and the whole of lots twelve (12), thirteen (13), fourteen (14) and fifteen (15), in the third range of the township of Westbury, in said county of Compton, said territory containing in all about eighteen hundred (1,800) acres.

And to give to said town corporation all the powers necessary to its existence and to the administration of its affairs as a town corporation, and to provide for the better management of education, "within its limits."

HURD & FRASER,

Solicitors for applicants.

Sherbrooke, 9th November, 1898.

4146

Notice is hereby given that "The Stadacona Water, Light and Power Company" will apply to the Quebec provincial legislature, at its next session, for an act amending its act of incorporation, Quebec statute, 60 Victoria, chapter 78. The amendments

sui vant :—1° Mieux définir la charte de la compagnie regardant ses pouvoirs d'expropriation et d'agir comme fidé-commissaire. 2° Augmenter ses pouvoirs pour la construction et l'exploitation d'hôtels et de tramways, sujet à l'approbation des corporations municipales. 3° Régler l'émission de bons, obligations ou débetures, et l'enregistrement des actes. 4° Pourvoir à la vente de systèmes d'aqueduc et autres aux corporations municipales, et certains autres amendements généraux concernant les pouvoirs déjà possédés par la compagnie.

LOUIS H. TACHÉ,  
Secrétaire.  
4031-3

Montréal, 29 octobre 1898.

AVIS.

Avis public est par les présentes donné que J. A. Simon Lapointe, des cité et district de Québec, étudiant en droit, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après les examens requis.

ERNEST LAPOINTE,  
Procureur du requérant.  
3951-4

Québec, 25 octobre 1898.

Avis public est par les présentes donné que Henri Laurier, du village d'Arthabaskaville, protonotaire conjoint de la cour supérieure pour le district d'Arthabaska, présentera, à la prochaine session de l'assemblée législative, un projet de loi dans le but de se faire admettre à la pratique du droit comme avocat, procureur et solliciteur.

HENRI LAURIER,  
Arthabaskaville, ce 26 octobre 1898. 3999-4

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que, Léon Trudeau, de la ville de Coaticook, district de Saint-François, étudiant, s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour obtenir un acte autorisant la Chambre des notaires à l'admettre à la pratique du notariat, après examen.

J. B. GENDREAU, N. P.,  
3863-5 Pour le requérant.

Avis public est par le présent donné que le village incorporé de Windsor Mills, dans le comté de Richmond, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte l'incorporant en ville, sous le nom de ville de Windsorville, sujet aux dispositions du chapitre I du titre XI des statuts révisés de Québec, concernant les corporations de ville, avec pouvoirs additionnels au sujet des prêts et votes pour iceux, affaires d'expropriation et améliorations spéciales et le mode de procédure à suivre à ce sujet, le mode d'élection du maire et des conseillers, et autres affaires concernant l'administration et les affaires de la ville.

La corporation du village de Windsor Mills.  
Par J. A. BEGIN,  
Sect.-trés. dûment autorisé.  
Windsor Mills, 17 octobre 1898. 3883-5

Avis public est par le présent donné que la corporation de la cité de Sherbrooke s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, 55-56 Victoria, chap. 51, comme suit, à savoir :

- 1° Pour changer les dispositions de la charte au sujet de la manière de tenir les bureaux de votation pour l'approbation ou la désapprobation des règlements municipaux.
- 2° Pour amender une erreur typographique qui se trouve dans la section 64 de la charte de la cité.
- 3° Pour amender la section 67 de la charte, de manière à faire correspondre la version française avec la version anglaise.
- 4° Pour amender la section 55 de la charte au sujet des pouvoirs de taxation.

sought are :—1. To better define the charter of the company regarding its powers to act as trustee and to expropriate. 2. To increase its powers with regard to the construction and working of hotels and tramways, subject to the approval of municipal corporations. 3. To regulate the issue of bonds and registration of deeds. 4. To provide for the sale of systems of water works, &c., to the municipal corporations, and certain other general amendments regarding powers already held by the company.

LOUIS H. TACHÉ,  
Secretary.  
4032

Montreal, 29th October, 1898.

NOTICE.

Notice is hereby given that J. A. Simon Lapointe, of the city and district of Quebec, student at law, will make application to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to authorize the bar of the province of Quebec to admit him among its members, after passing the requisite examinations.

ERNEST LAPOINTE,  
Attorney for the petitioner.

Québec, 25th October, 1898. 3952

Public notice is hereby given that Henri Laurier, of the village of Arthabaskaville, joint prothonotary of the superior court for the district of Arthabaska, will, at the next sitting of the legislative assembly for the province of Quebec, present a bill in order to be admitted to the practice of the law as advocate, attorney and solicitor.

HENRI LAURIER,  
Arthabaskaville, this 26th October, 1898. 4000

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that, Léon Trudeau, of the town of Coaticook, district of Saint Francis, student, will apply to the legislature of this province, at its next session, for an act authorizing the Board of notaries to admit him to the practice of the notarial profession, after examination.

J. B. GENDREAU, N. P.,  
3864 For petitioner.

Public notice is hereby given that the incorporated village of Windsor Mills, in the county of Richmond, will apply at the next session of the Quebec legislature, for an act of incorporation as a town, under the name of the town of Windsorville, subject to the provisions of chapter I of title XI of the revised statutes of Quebec, relating to town corporations, with additional powers as to the effecting of loans and the voting thereon, matters of expropriation and special improvements and the mode of procedure relating thereto, mode of electing mayor and councillors, and other matters relating to the administration and business of the town.

The corporation of the village of Windsor Mills.  
Per J. A. BEGIN,  
Sect.-treas. duly authorized.  
Windsor Mills, 17th October, 1898. 3884

Public notice is hereby given that the corporation of the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for amendments to their charter, 55-56 Victoria, chap. 51, in the following, among other particulars, to wit :

1. To change the provisions of the charter in regard to the manner of holding the poll for the approval or disapproval of municipal by-laws.
2. To amend a typographical error which occurs in section 64 of the city charter.
3. To amend section 67 of the charter, so as to make the french version correspond with the english version.
4. To amend section 55 of the charter in regard to the powers of taxation.

5° Pour donner au conseil le pouvoir de forcer les compagnies de téléphone, de télégraphe et de lumière électrique à placer sous terre les fils dans les rues et places publiques de la cité.

6° Pour amender la charte au sujet de la cotisation de la propriété dans le but de taxer.

7° Pour amender la charte au sujet du terme d'office du maire.

8° Pour amender la charte de manière à confier à une commission l'administration d'aqueduc.

9° Pour amender la charte au sujet du temps pour préparer les listes des voteurs.

10° Pour obliger les employés des ouvriers, commis, etc., de donner information quant au taux des gages.

11° Pour obliger les propriétaires d'immeubles sur la ligne des rues où les égouts sont placés, de joindre leur égout avec ceux.

12° Pour donner le pouvoir au conseil de faire une allocation au maire n'excédant pas \$500.00 par année.

13° Pour régler le pouvoir du conseil de taxer les compagnies de télégraphe, de téléphone et de lumière électrique.

BROWN & MACDONALD,  
Solliciteurs de la cité de Sherbrooke.  
Sherbrooke, 3 novembre 1898. 4085-3

5. To give the council power to compel the wires of all telephone, telegraph and electric light companies to be placed under ground in the streets and public places of the city.

6. To amend the charter in regard to the assessment of the property for the purpose of taxation.

7. To amend the charter in regard to the term of office of the mayor.

8. To amend the charter so as to provide for the placing of the administration of the water-works under a commission.

9. To amend the charter in regard to the time of making the voters lists.

10. To compel employees of workmen, clerks, etc., to give information as to rate of wages.

11. To compel property holders on the line of streets where sewers are laid to connect their sewage therewith.

12. To give power to the council to make an allowance to the mayor not to exceed \$500.00 a year.

13. To regulate the power of the council as to taxation of telegraph, telephone and electric light companies.

BROWN & MACDONALD,  
Solicitors for city of Sherbrooke.  
Sherbrooke, 3rd November, 1898. 4086

### Avis Divers

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 797.

Dame Solomée Achin, épouse de Gilbert Briault,  
de la paroisse de Laprairie, district de Montréal,  
Demanderesse ;

vs.

Gilbert Briault, cultivateur, du même lieu,  
Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été intentée ce jour, en cette cause.

F. J. BISAILLON,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 11 novembre 1898. 4199

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 1570.

Dame Margaret Jane Taylor, de la cité de Montréal,  
épouse de Daniel James Clarke, ci-devant  
du même lieu, voyageur, maintenant d'endroits  
inconnus,  
Demanderesse ;

vs.

Le lit Daniel James Clarke,  
Défendeur.  
Une action en séparation de corps et de biens a été, ce jour, instituée dans la présente cause.

JOHN B. ABBOTT,  
Procureur de la demanderesse.  
Montréal, 4 novembre 1898. 4107-2

Province de Québec, }  
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*  
No. 363.

Dame Catherine Fraser, du village de Grenville,  
dit district ; vs. John Wade, du même lieu, commerçant.

Une action en séparation de biens.  
R. P. DELARONDE,  
Procureur de la demanderesse.  
Sainte-Scholastique, 14 novembre 1898. 4223

Province de Québec, }  
District de Richelieu, } *Cour Supérieure.*  
No. 4157.

Marie Giguère a institué une action en séparation de biens contre son mari, Roch Guillbault, cultivateur, de Saint-Marcel, district de Richelieu.

A. A. BRUNEAU,  
Avocat de la demanderesse.  
Sorel, 14 novembre 1898. 4259

### Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 797.

Dame Solomée Achin, wife of Gilbert Briault, of  
the village of Laprairie, district of Montreal,  
Plaintiff ;

vs.

Gilbert Briault, farmer, of the same place,  
Defendant.

An action for separation as to bed and board has been instituted in this cause, to day.

F. J. BISAILLON,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 11th November, 1898. 4199

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1570.

Dame Margaret Jane Taylor, of the city of Montreal,  
wife of Daniel James Clarke, heretofore of  
the same place, traveler, now of parts unknown,  
Plaintiff ;

vs.

The said Daniel James Clarke,  
Defendant.  
An action for separation from bed and board has been, this day, instituted in the above cause.

JOHN B. ABBOTT,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 4th November, 1898. 4108

Province of Quebec, }  
District of Terrebonne. } *Superior Court.*  
No. 363.

Dame Catherine Fraser, of the village of Grenville,  
said district, vs. John Wade, of the same place,  
trader.

An action for separation as to property.  
R. P. DELARONDE,  
Attorney for Plaintiff.  
Sainte Scholastique, 14th November, 1898. 4224

Province of Quebec, }  
District of Richelieu. } *Superior Court.*  
No 4157.

Marie Giguère has instituted an action as to property against her husband, Roch Guillbault, farmer, of Saint Marcel, district of Richelieu.

A. A. BRUNEAU,  
Attorney for plaintiff.  
Sorel, 14th November, 1898. 4260

Province de Québec, }  
 District de Terrebonne } *Cour Supérieure.*  
 No. 435.

Dame Adria Mary Haines, de la paroisse de Saint-André, dit district ; vs. William Barclay, du même lieu, commis-voyageur. Action en séparation de biens.

R. P. DELARONDE,  
 Procureur de la demanderesse.  
 Sainte-Scholastique, 14 novembre 1898. 4221

Province de Québec, }  
 District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*

Avis est par les présentes donné que Dame Délina Choquette, de la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, dans le district de Saint-Hyacinthe, épouse de Edmond Martel, cultivateur, du même lieu, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux devant la dite cour.

P. A. CHASSÉ,  
 Avocat de la demanderesse.  
 Saint-Hyacinthe, 5 novembre 1898. 4041-3

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
 No. 03.

Dame Rose Alba Prefontaine, des cité et district de Montréal, Demanderesse ;

vs.

David Lanthier, du même lieu, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été intentée ce jour, en cette cause.

J. O. LACROIX,  
 Avocat de la demanderesse.  
 Montréal, 29 octobre 1898. 4033-3

Province de Québec, }  
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

Avis est par les présentes donné que Dame Marie Loïselle, de Brompton Falls, dans le district de Saint-François, épouse de Jean-Baptiste Martel, cultivateur, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux devant la dite cour.

P. A. CHASSÉ,  
 Avocat de la demanderesse.  
 Sherbrooke, 21 octobre 1898 3953-4

District de Gaspé, } *Cour Supérieure. — New*  
 Comté de Bonaventure. } *Carlisle.*  
 No 762.

Dame Trinder Bessie Cail, de la paroisse des Saints-Anges Gardiens de Cascapédiac, dans les comté et district susdits, épouse de James Starrack, du même lieu, gentilhomme, a pris, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari.

DROUIN, PELLETIER & BELANGER,  
 Procureurs de la Demanderesse.  
 New Carlisle, 20 octobre 1898. 3979-4

Province de Québec, }  
 District de Saint-Hyacinthe. }

Une action en séparation de biens a été prise, ce jour, par Dame Roséline Martel, de la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, dit district, épouse de François Vigeaut, cultivateur, du même lieu, contre le dit François Vigeaut, en cour supérieure.

H. E. POULIN,  
 Avocat de la demanderesse.  
 Saint-Hyacinthe, 3 novembre 1898. 4083-3

Province de Québec, }  
 District de Saint-Hyacinthe. }

Une action en séparation de biens a été prise, ce jour, par Dame Rose Delima Lague, du village de Marieville, dans le dit district, épouse de Napoléon Messier, commerçant, du même lieu, contre le dit Napoléon Messier, en cour supérieure.

H. E. POULIN,  
 Avocat de la demanderesse.  
 Saint-Hyacinthe, 3 novembre 1898. 4081-3

Province of Quebec, }  
 District of Terrebonne. } *Superior Court.*  
 No. 435.

Dame Adria Mary Haines, of the parish of Saint Andrews, said district ; vs. William Barclay, of the same place, commercial trader. An action for separation as to property.

R. P. DELARONDE,  
 Attorney for plaintiff.  
 Sainte Scholastique, 14th November, 1898. 4222

Province of Quebec, }  
 District of Saint Hyacinthe. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Dame Délina Choquette, of the parish of Sainte Marie de Monnoir, in the district of Saint Hyacinthe, wife of Edmond Martel, farmer, of the same place, has instituted an action for separation as to property against her said husband before the said court.

P. A. CHASSÉ,  
 Attorney for plaintiff.  
 Saint Hyacinthe, 5th November, 1898. 4042

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court*  
 No. 703.

Dame Rosa Alba Prefontaine, of city of Montreal, said district, Plaintiff :

vs.

David Lanthier, of the same place, Defendant.  
 An action for separation as to property has been instituted in this cause, to day.

J. O. LACROIX,  
 Attorney for plaintiff.  
 Montreal, 28th October, 1898. 4034

Province of Quebec, }  
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Dame Marie Loïselle, of Brompton Falls, in the district of Saint Francis, wife of Jean Baptiste Martel, farmer, of the same place, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband before the said court.

P. A. CHASSE,  
 Attorney for Plaintiff.  
 Sherbrooke, 21st October, 1898. 3954

District of Gaspé, } *Superior Court. — New*  
 County of Bonaventure. } *Carlisle.*  
 No. 762.

Dame Trinder Bessie Cail, of Les Saints Anges Gardiens de Cascapédiac, in the county and district aforesaid, wife of James Starrack, of the same place, gentleman, has, this day, taken an action for separation of property against her husband.

DROUIN, PELLETIER & BELANGER,  
 Attorneys for Plaintiff,  
 New Carlisle, 20th October, 1898. 3980

Province of Quebec, }  
 District of Saint-Hyacinth }

An action in *séparation de biens*, has been taken, this day, by Dame Roseline Martel, wife of François Vigeaut, farmer, of the parish of Sainte Marie de Monnoir, said district, against the said François Vigeaut, in the superior court.

H. E. POULIN,  
 Attorney for plaintiff.  
 Saint Hyacinth, 3rd November, 1898. 4084

Province of Quebec, }  
 District of Saint Hyacinth. }

An action in *séparation de biens*, has been taken, this day, by Dame Rose Delima Lague, of the village of Marieville, said district, wife of Napoléon Messier, trader, of the same place, against the said Napoléon Messier, in the superior court.

H. E. POULIN,  
 Attorney for plaintiff.  
 Saint Hyacinth, 3rd November, 1898. 4082

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.  
No 2376.

Dame Julie Delorme, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Mathias Leduc, épiciier, du même lieu, Demanderesse ;

vs.

Le dit Mathias Leduc, épiciier, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 4 novembre 1898, contre le défendeur.

LEONARD & LAPORTE,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 5 novembre 1898. 4103-2

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.  
No 1571.

Dame Adèle Brossard, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Edmond Lefebvre, agent, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, intenté contre son dit mari une action en séparation de biens.

BEAUDIN, CARDINAL,  
LORANGER & ST GERMAIN,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 3 novembre 1898. 4079-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "The Eastern Townships Light, Power & Carbide Company."

2° Les objets, conformément à la loi, pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) De manufacturer l'électricité, le gaz et autres luminaires, ainsi que le carbide servant au gaz acétylène et toutes autres substances nécessaires pour cette industrie et en faire le commerce ; d'obtenir le droit de poser des fils et tuyaux sous terre, quand cela paraîtra nécessaire pour ce but, aussi d'avoir le privilège de placer des poteaux dans les rues, carrés, ruelles et places publiques dans toute cité, ville, municipalité de village ou rurale dans la province, quand la compagnie le jugera à propos.

(b) D'ériger sur terre et au-dessus des bâtisses, avec la permission des propriétaires, toutes constructions comprenant poteaux, supports pour les fils électriques, ou autres pouvoirs le long ou à travers es routes et chemins publics.

(c) De se servir de tout pouvoir d'eau et à cette fin de construire et entretenir des écluses et autres constructions ainsi que tels canaux pour l'utilité des travaux, soit sur la rive ou dans le lit de la rivière, pour cela entrer sur les lots et les examiner et arpenter sur la ligne des cours d'eau, et y construire tous ponts, traverses, sous ou sur tout terrain public ou particulier, ou tout aqueduc ou canal pour les dites fins mentionnées.

(d) D'acquérir, construire, de se servir de tout système ou tous systèmes pour manufacturer le carbide et le matériel, tout ce qui sera nécessaire pour la fabrication et l'exploitation de ce carbide dans les cités, villes, paroisses ou ailleurs dans la province de Québec.

(e) De fournir tout pouvoir par l'électricité ou autrement, même pour le chauffage avec le droit de construire et entretenir toutes bâtisses pour l'exploitation de cette industrie ;

(f) D'acquérir, disposer de tout nouveau système ou pouvoir de luminaires et d'acquérir et faire bâtir tout le matériel, machinerie et tous accessoires nécessaires.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.  
No. 2376.

Dame Julie Delorme, of the the city and district of Montreal, wife commune en biens of Mathias Leduc, grocer, of the same place, Plaintiff ;

vs.

The said Mathias Leduc, grocer, of the same place, Defendant.

An action of separation as to property has been instituted on the fourth of November 1898, against the defendant.

LEONARD & LAPORTE,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 5th November, 1898. 4104

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.  
No. 1571.

Dame Adèle Brossard, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Edmond Lefebvre, agent, of the same place, duly authorized to ester en justice, has, this day, taken an action in separation as to property from her said husband.

BEAUDIN, CARDINAL,  
LORANGER & ST GERMAIN,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 3rd November, 1898. 4080

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor in council for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of "The Joint Stock Companies' Act", incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The Eastern Townships Light, Power and Carbide Company."

2. The purposes within the purview of the act for which the incorporation is sought are :

(a) To manufacture, deal in, electricity, gas and other illuminants, as well as Carbide for use with acetylene gas, and all other appliances for the supplying of the same, or connected therewith and the right to lay its wires and pipes underground, when the same is necessary for the purposes hereof, and likewise the privilege of placing poles in the streets, squares, lanes and public places of any city, town, village or rural municipality in the province, where the same may be necessary for the purposes hereof.

(b) To erect above ground and above buildings, with the permission of the proprietors, all constructions including posts and supports for conducting wires and electricity, or other power along or across public roads and highways.

(c) To use any water-power that may be necessary and for such purpose may construct and maintain the necessary dams and other constructions, and such canal as may be required for their work, either on the bank or in the bed of the river, and for such purpose may enter into and survey lots on the line of waterways, and make all bridges and crossings, under or over any public or private grounds, or any aqueduct or canal for the purposes above mentioned.

(d) To acquire, construct, operate any system or systems for the manufacture of carbide and the plant, and the appliances necessary for the manufacture and working of the same in cities, towns, parishes and elsewhere in the province of Quebec.

(e) To furnish any and all power and heating by electricity or any other means, with the right to construct and maintain all buildings and works necessary and in connection thereunto.

(f) To acquire, deal in, and dispose of any new system of illuminant or power and to purchase and build any and all plant, machinery, material and other appurtenances thereto.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans le village de Hatley Nord, dans le comté de Stanstead, dans la province de Québec ;

4° Le montant proposé du fonds social sera de cinquante mille piastres, divisé en deux mille actions de vingt-cinq piastres chacune.

5° Charles James Edgar, médecin, Andrew Jackson Gordon, gentilhomme, James Madison Call, entrepreneur, tous du village de Hatley Nord, dans le comté de Stanstead susdit ; Norman Neil Walley, entrepreneur, Carlos Skinner, gérant de téléphone, tous deux de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François ; George Austin Bowen, médecin, de la ville de Magog, dans le comté de Stanstead, et Michael Félix Hackett, C. R., du village de Stanstead Plain, dans le dit comté de Stanstead, seront les premiers directeurs et directeurs provisoires de la dite compagnie.

M. F. HACKETT,  
Soliciteur des requérants,  
4061-3

3 novembre 1898.

PROVINCE DE QUÉBEC.

CHAMBRE DES NOTAIRES.

Secrétariat de Québec.

Avis est par le présent donné par moi, soussigné, Jean-Baptiste Delâge, l'un des secrétaires de la Chambre des Notaires, que par ordonnance de la Chambre des Notaires, en date, l'une, du quatrième jour de septembre mil huit cent quatre-vingt-seize, et les autres du onzième jour de septembre mil huit cent quatre-vingt-dix-sept.

1° Narcisse Marion, Henri Lemire et Joseph Mélançon, écuyers, notaires, résidant en la cité de Montréal, district de Montréal ; et

2° Stanislas Deslières, écuyer, notaire, résidant à Granby, district de Bedford, ont été suspendus par défaut de paiement de leurs contributions à la bourse commune de la Chambre des Notaires, tant qu'ils ne se seront pas conformés à la loi et n'auront pas payé les arrérages de contribution qu'ils doivent respectivement.

Ces suspensions prendront effet le dix-neuf de novembre prochain.

En foi de quoi j'ai signé le présent à Québec, ce vingt-quatrième jour d'octobre mil huit cent quatre-vingt-dix-huit.

J. B. DELAGE,  
Sec. C. N.

3963-4

### Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

A. J. Brice, Demandeur ;

vs.

Joseph Chell Warrington, des cité et district de Montréal, et George Duncan Warrington, de la cité de Londres, dans cette partie de la Grande Bretagne et d'Irlande, connue comme Angleterre, marchands et exportateurs de fromage, faisant affaires ensemble en société, dans les cité et district de Montréal, sous les nom et raison de J. C. & G. D. Warrington, Défendeurs.

Avis est par le présent donné que le dit défendeur J. C. Warrington a fait, ce jour, un abandon judiciaire complet de ses biens et des biens de la dite société pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire à Montréal.

GREENSHIELDS & GREENSHIELDS,  
Procureurs du dit demandeur.

Montréal, 3 novembre 1898. 4213

3. The chief place of business of said Company is to be in the village of North Hatley, in the county of Stanstead, in the Province of Quebec.

4. The proposed amount of the capital stock is fifty thousand dollars, to be divided into two thousand shares of twenty-five dollars each.

5. Charles James Edgar, physician, Andrew Jackson Gordon, gentleman, James Madison Call, contractor, all of the village of North Hatley, in the county of Stanstead aforesaid ; Norman Neil Walley, contractor, Carlos Skinner, telephone manager, both of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis ; George Austin Bowen, physician, of the town of Magog, in the county of Stanstead, and Michael Felix Hackett, Queens Counsel, of the village of Stanstead Plain, in said county of Stanstead, are to be the first and provisional directors of said company.

M. F. HACKETT,  
Solicitor for applicants.

3rd November, 1898.

PROVINCE OF QUEBEC.

BOARD OF NOTARIES.

Secretaryship of Quebec.

Notice is hereby given by me, the undersigned J. B. Delâge, one of the secretaries of the Board of Notaries, that by and in virtue of judgments rendered by the Board of Notaries dated, one of them, the fourth day of September, one thousand eight hundred and ninety-six, and the others the eleventh day of September, one thousand eight hundred and ninety-seven.

1. Narcisse Marion, Henri Lemire and Joseph Melançon, esquires, notaries, residing in the city of Montreal, district of Montreal ; and

2. Stanislas Deslières, esquire, notary, residing at Grandby, district of Bedford, have been suspended for default of paying their contribution to the Board of Notaries, so long as they will not comply with the law and pay the arrears of contribution due by each of them.

These suspensions will take effect on the nineteenth day of November next.

In witness whereof I have signed these presents at Quebec, this twenty-fourth day of October, one thousand eight hundred and ninety-eight.

J. B. DELAGE,  
Sec. B N.

3964

### Bankrupt Notices

Province of Quebec. }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

A. J. Brice, Plaintiff ;

vs.

Joseph Chell Warrington, of the city and district of Montreal, and George Duncan Warrington, of the city of London, in that part of Great Britain and Ireland, known as England, merchants and cheese exporters, carrying on business together in partnership, in the city and district of Montreal, under the name and firm of J. C. & G. D. Warrington, Defendants.

Notice is hereby given that the said defendant, J. C. Warrington has, this day, made, in the prothonotary's office at Montreal, a judicial abandonment of his property and the property of the said firm for the benefit of their creditors.

GREENSHIELDS & GREENSHIELDS,  
Attorneys for said plaintiff.

Montreal, 3rd November, 1898. 4214

Province de Québec, }  
 District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*  
*In re Denis Frères, Lachute,* Faillis.

Aux créanciers des dits faillis.  
 Avis vous est donné que le 10e jour de novembre 1898, les dits faillis ont déposé leur bilan au greffe de la cour supérieure du district de Terrebonne.

HON. A. A. THIBAUDEAU,  
 Gardien provisoire. 4197  
 19 novembre 1898.

Province de Québec, }  
 District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*  
*In re J. H. Bédard, Franklin Centre, P. Q.,* Insolvable.

Avis vous est donné que, le 12e jour de novembre 1898, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites sous un mois de cette date.

HUBERT LAMARRE,  
 Curateur. 4205  
 Montréal, 19 novembre 1898.

Province de Québec, }  
 District de Joliette. } *Cour Supérieure.*  
*In re Silas T. Duclos et al.,* Requérent cession ;

et  
 Clément Fréchette, manufacturier de chaussures, de l'Assomption, faisant affaires seul sous la raison sociale de "Fréchette et Jérôme", Failli absent.

Avis est par le présent donné que, par ordre de la cour, en date du 9 novembre courant, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous trente jours.

JOS. E. DUHAMEL,  
 Curateur. 4215  
 L'Assomption, 14 novembre 1898.

Canada, }  
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District du Saguenay. }

Dans l'affaire de Pierre Maltais, marchand, de la Malbaie, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 12 novembre 1898, nous avons été nommés curateurs aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant nous dans les trente jours de cette date.

PARADIS & JOBIN,  
 Curateurs-conjoints.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
 Bâtisse de la Cie du Richelieu,  
 Québec, 17 novembre 1898. 4271

Canada, }  
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District du Saguenay. }

Dans l'affaire de Luc Cormier, négociant, de la Pointe aux Esquimaux, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 12 novembre 1898, nous avons été nommés curateurs aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant nous dans les trente jours de cette date.

PARADIS & JOBIN,  
 Curateurs-conjoints.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
 Bâtisse de la Cie du Richelieu,  
 Québec, 17 novembre 1898. 4273

Province of Quebec, }  
 District of Terrebonne. } *Superior Court.*  
*In re Denis Bros, Lachute,* Insolvents.

To the creditors of the insolvents.  
 Take notice that on the 10th day of November, 1898, the said insolvents have filed their statement in the prothonotary's office of the district of Terrebonne.

HON. A. A. THIBAUDEAU,  
 Provisional guardian. 4198  
 19th November, 1898.

Province of Quebec, }  
 District of Beauharnois. } *Superior Court.*  
*In re J. H. Bédard, Franklin Centre, P. Q.,* Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 12th day of November, 1898, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed within one month.

HUBERT LAMARRE,  
 Curator. 4206  
 Montreal, 19th November, 1898.

Province of Quebec, }  
 District of Joliette. } *Superior Court.*  
*In re Silas T. Duclos et al.,* Petitioners ;

and  
 Clément Fréchette, shoe manufacturer, of l'Assomption, carrying on business under the name and firm of "Fréchette and Jérôme", Insolvent absentee.

Notice is hereby given that, by order of the court, dated on 9th November instant, I was appointed curator of the estate of the said insolvent.

Claims must be filed in my office within thirty days.

JOS. E. DUHAMEL,  
 Curator. 4216  
 L'Assomption, 14th November, 1898.

Canada, }  
 Province of Quebec, } *Superior Court.*  
 District of Saguenay. }

In the matter of Pierre Maltais, merchant, of Murray Bay, Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated 12th November, 1898, we have been appointed curators to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with us within thirty days of this date.

PARADIS & JOBIN,  
 Joint curators.

Office : 44, Dalhousie street,  
 Richelieu and Ontario Nav. Co. Building,  
 Quebec, 17th November, 1898. 4272

Canada, }  
 Province of Quebec, } *Superior Court.*  
 District of Saguenay. }

In the matter of Luc Cormier, merchant, of Esquimaux Point, Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated 12th of November, 1898, we have been appointed curators to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with us within thirty days of this date.

PARADIS & JOBIN,  
 Joint curators.

Office : 44, Dalhousie street,  
 Richelieu and Ontario Nav. Co., Building,  
 Quebec, 17th November, 1898. 4274

## Règle de Cour

ACTE DE FAILLITE DE 1875 ET SES  
AMENDEMENTS.

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
Le seizième jour de novembre mil huit cent quatre-  
vingt-dix huit.

Présent :—L'honorable juge Curran.  
*In re* Paul Fournier, Failli ;  
et  
A. B. Stuart, Syndic ;  
et

Le dit Paul Fournier, Requéant.  
Il est ordonné sur requête du dit requérant  
qu'une assemblée des créanciers du dit Paul Four-  
nier, soit tenue dans la salle d'audience pour les  
affaires de faillite, au palais de justice, dans la cité  
de Montréal, le vingt-neuvième jour de novembre  
courant (1898), à dix heures et demie de l'avant-  
midi, dans le but de nommer un nouveau syndic  
aux biens du dit Paul Fournier, aux lieu et place  
du dit A. B. Stuart, décédé.

Par ordre,  
L. H. COLLARD,  
Député protonotaire de la cour  
supérieure.

4235

## Licitations

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la  
cour supérieure, siégeant à Sainte-Scholastique,  
dans le district de Terrebonne, le 12 novembre  
1898, dans une cause portant le No. 396, dans la-  
quelle Dame Janina Stepleton, des cité et district de  
Montréal, épouse commune en biens de Anton  
Peterson, du même lieu, et ce dernier tant person-  
nellement qu'autant que besoin est pour autoriser  
sa dite épouse aux présentes, machiniste, sont de-  
mandeurs, et Thomas Stepleton, ci-devant de la  
paroisse de Saint-Sauveur, dit district, et actuelle-  
ment des Etats-Unis d'Amérique ; Dame Sophia  
Stepleton, des dite cité et district de Montréal,  
épouse commune en biens de Aaron Gabriel Collins,  
tonnelier, du même lieu, et ce dernier tant person-  
nellement que pour autoriser son épouse aux pré-  
sentes, William Sloan, marchand, de la paroisse de  
Saint-Sauveur, district de Terrebonne, comme étant  
aux droits de Henry Stepleton, cultivateur, de la  
paroisse de Saint-Sauveur ; Dame Laetitia Stepleton,  
du township de Newport, district de Saint-Fran-  
çois, épouse commune en biens de William John  
Laird, du même lieu, cultivateur, et ce dernier tant  
personnellement que pour autoriser son épouse aux  
présentes et en sa qualité de tuteur dûment élu en  
justice aux enfants mineurs issus de son premier  
mariage avec feu Dame Mary Stepleton, en son vi-  
vant du dit township de Newport, et Demoiselle  
Eliza *alias* Lizzie Laird, fille majeure et usant de  
ses droits, des cité et district de Montréal, sont dé-  
fendeurs, ordonnant la licitation de certain immeu-  
ble désigné comme suit, savoir : le lot connu et dési-  
gné aux plan et livre de renvoi officiels faits pour la  
paroisse de Saint-Sauveur, dans le district de Terre-  
bonne, sous le numéro vingt et un (21), et les bâ-  
tisses y érigées, l'immeuble ci-dessus désigné sera  
mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier  
enchérisseur, le VINGT-QUATRIÈME jour de  
DECEMBRE 1898, à DIX heures de l'avant-midi,  
cour tenante, dans la salle d'audience du palais de  
justice de Sainte-Scholastique, sujet aux charges,  
clauses et conditions indiquées dans le cahier des  
charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite  
cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin  
de charge ou afin de distraire à la dite licitation,  
devra être déposée au greffe du protonotaire de la

## Rule of Court

INSOLVENT ACT OF 1875 AND  
AMENDMENTS.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
The sixteenth day of November, one thousand eight  
hundred and ninety-eight.

Present :—The Honorable Mr. Justice Curran.  
*In re* Paul Fournier, Insolvent ;  
and  
A. B. Stuart, Assignee ;  
and

The said Paul Fournier, Petitioner.  
It is ordered on the petition of the said petitioner  
that a meeting of the creditors of the said Paul  
Fournier, be held in the court room for insolvency  
matters, in the court house, in the city of Montreal,  
on the twenty-ninth day of November, 1898, at  
half past ten of the clock in the forenoon, for the  
purpose of appointing a new assignee to the insol-  
vent estate of the said Paul Fournier, in lieu and  
place of said A. B. Stuart, deceased.

By order,  
L. H. COLLARD,  
Deputy prothonotary of the  
Superior Court.

4236

## Licitations

Notice is hereby given, in virtue of a judgment  
of the superior court, sitting at Sainte Scholastique,  
in the district of Terrebonne, the 12th of November,  
1898, in a case No. 396, in which Dame Janina  
Stepleton, of the city and district of Montreal, wife  
common as to property of Anton Peterson, of the  
same place, machinist, and the said Anton Peter-  
son, personally as well as to authorize his said  
wife, are Plaintiffs, and Thomas Stepleton, lately  
of the parish of Saint Sauveur, said district of Ter-  
rebonne, and actually in the United States of  
America ; Dame Sophia Stepleton, of the said city  
and district of Montreal, wife common as to pro-  
perty of Aaron Gabriel Collins, of the same place,  
cooper, and the said Aaron Gabriel Collins, person-  
ally as well as to authorize his said wife, William  
Sloan, of the parish of Saint Sauveur aforesaid,  
merchant, as buyer of the right of succession of  
Henry Stepleton, of Saint Sauveur aforesaid, far-  
mer ; Dame Laetitia Stepleton, of the township of  
Newport, district of Saint Francis, wife common as  
to property of William John Laird, of the same  
place, farmer, and the said William John Laird,  
personally as well as to authorize his said  
wife, and in his quality of tutor duly named  
in justice to the minor children issued of his  
first marriage with the late Mary Stepleton,  
in her lifetime of said township of Newport,  
and Eliza Laird, spinster and using her rights, of  
the said city and district of Montreal, are defend-  
ants, ordering the sale by licitation of certain follow-  
ing immovable to wit : a lot known and designated  
on the official plan and in the book of reference of  
aforesaid parish of Saint Sauveur, said district of  
Terrebonne, as number 21, and buildings thereon  
erected, the immovable above described will be  
put up at auction and sold to the highest and last bid-  
der, the TWENTY-FOURTH day of DECEMBER  
next, 1898, at the hour of TEN o'clock in the fore-  
noon, sitting the said superior court, in the court  
house, at Sainte Scholastique aforesaid, subject to  
the charges, clauses and conditions contained in  
the list of charges deposited in the office of the  
prothonotary of the said court ; and any opposition  
to annul, to secure charges, or to withdraw, to be  
made to the said licitation, must be filed in the office

dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

DE MONTIGNY & GRIGNON,

Prothonotaire de la dite cour.

Prévost & De Martigny,

Procureurs des demandeurs.

Sainte-Scholastique, 17 novembre 1898. 4237  
[Première publication, 19 novembre 1898.]

of the prothonotary of the said court, twelve (12) days at least before the day fixed, as aforesaid, for the sale and adjudication, and oppositions for payment must be filed within the six days next after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions, within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

DE MONTIGNY & GRIGNON,

Prothonotary of said court.

Prévost & De Martigny,

Attorneys for Plaintiffs.

Sainte Scholastique, 17th November, 1898. 4238  
[First published, 19th November, 1898.]

### Ventes par le Shérif—Arthabaska

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir: } **JAMES R. JAMIESON,**  
No 22. } Demandeur; contre  
**THEODORE ROUSSEAU,** Défendeur.

Comme appartenant au dit demandeur:

Une terre située dans le huitième rang du canton d'Halifax Sud, étant le numéro six cent vingt-huit (No 628), des plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Ferdinand d'Halifax—avec les bâtisses dessus érigées, à la réserve de l'emplacement sur lequel se trouve la maison d'école.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ferdinand d'Halifax, le **VINGTIÈME** jour de **DECEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Arthabaskaville, 15 novembre 1898. 4229  
[Première publication, 19 novembre 1898.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir: } **EUGENE BRETON,**  
No 163. } requérant prohibition;  
contre **FRANÇOIS LANDRY ET AL.,** Défendeurs.

Comme appartenant au requérant prohibition:

Le tiers nord-est du lot de terre numéro vingt-six (26), du troisième rang du canton de Thetford; bornés aux deux bouts par les lignes du rang, d'un côté au nord-est par une route, et de l'autre côté au sud-ouest à Edouard Lemay—avec les bâtisses dessus construites.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause qui devait avoir lieu le vingt-sixième jour d'avril dernier, à dix heures de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alphonse de Thetford, aura lieu à **NEUF** heures de l'avant-midi, le **SEPTIÈME** jour de **DECEMBRE** prochain, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alphonse de Thetford.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Arthabaskaville, 15 novembre 1898. 4227  
[Première publication, 19 novembre 1898.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir: } **JOSEPH BARIL,** De-  
No. 329. } mandeur; contre **JO-**  
**SEPH ST-JEAN,** Défendeur.

Une terre faisant partie du lot numéro vingt-trois (23), dans le dixième rang du canton de Stanfold, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Stanfold, sous les numéros vingt-trois B et vingt-trois D du dixième rang, contenant environ cinquante acres de terre, plus ou

### Sheriff's Sales—Arthabaska

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit: } **JAMES R. JAMIESON,**  
No. 22. } Plaintiff; against **THEO-**  
**DORÉ ROUSSEAU,** Defendant.

As belonging to the said plaintiff:

A piece of land situate in the eighth range of the township of South Halifax, being number six hundred and twenty-eight (No. 628), on the official plan and book of reference for the parish of Saint Ferdinand of Halifax—with the buildings thereon erected, to be reserve of the emplacement upon which is the school house.

To be sold at the parochial church door of Saint Ferdinand of Halifax, on the **TWENTIETH** day of **DECEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Arthabaskaville, 15th November, 1898. 4230  
[First published, 19th November, 1898.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit: } **EUGENE BRETON,** re-  
No. 163. } querant prohibition,  
against **FRANÇOIS LANDRY ET AL.,** Defendants.

As belonging to the requérant prohibition.

The north-east third of lot of land number twenty-six (26), in the third range of the township of Thetford; bounded on both ends by the lines of the range, on one side north-easterly by a route, and on the other side south westerly to Edouard Lemay—with the buildings thereon erected.

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in the present case, which was to take place on the twenty-sixth day of April last, at ten o'clock in the forenoon, at the parochial church door of Saint Alphonse of Thetford, will take place at **NINE** o'clock in the forenoon, on the **SEVENTH** day of **DECEMBER** next, at the parochial church door of Saint Alphonse of Thetford.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Arthabaskaville, 15th November, 1898. 4228  
[First published, 19th November, 1898.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit: } **JOSEPH BARIL,** Plaintiff;  
No. 329. } against **JOSEPH ST-JEAN,**  
Defendant.

A piece of land being part of lot number twenty-three (23), in the tenth range of the township of Stanfold, known and distinguished on the official plan and book of reference for the township of Stanfold, under numbers twenty-three B and twenty-three D of tenth range, containing about fifty acres

moins, en superficie—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Eusèbe de Stanfold, le PREMIER jour de DECEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaskaville, 28 octobre 1898. 3997-2  
[Première publication, 29 octobre 1898.]

### Ventes par le Shérif—Beauce

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } EDMOND SAMUEL LARUE, Demandeur ; contre JOSEPH FOURNIER, Défendeur, savoir :

Tous les droits, prétentions, réclamations et intérêts quelconques qu'a et peut avoir le dit défendeur Joseph Fournier, sur le lot numéro vingt B (20 B), du douzième rang du canton de Langevin—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Justine, le VINGT-UNIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Village de Saint-Joseph, Beauce, 14 novembre 1898. 4209  
[Première publication, 19 novembre 1898.]

### Ventes par le Shérif—Joliette

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure—Joliette.*

Joliette, à savoir : } DAME JULIENNE ENO No. 2949. } DITE DESCHAMPS, Demanderesse ; contre LEOPOLD RIVEST, forgeron, Défendeur.

1° Une terre — avec bâtisses portant le numéro cinquante-un (51), du livre de renvoi officiel de la paroisse de Repentigny, dans le comté de l'Assomption.

2° Une terre à bois portant le numéro quarante-cinq (45), du livre officiel de renvoi de la paroisse de Mascouche, comté de l'Assomption.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Repentigny, le TRENTIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi, savoir : le No. 51 et le No. 45, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Henri de Mascouche, le PREMIER jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du shérif, Shérif.  
Joliette, 24 octobre 1898. 3971-2  
[Première publication, 29 octobre 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit—Joliette.*

Joliette, à savoir : } FÉLIX MISAEL TRUDEAU, Demandeur ; contre SERAPHIN GAUDET, Défendeur.

of land in superficies, more or less—with the buildings thereon made.

To be sold at the parochial church door of Saint Eusèbe of Stanfold, on the FIRST day of DECEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Sheriff.  
Arthabaskaville, 28th October, 1898. 3998  
[First published, 29th October, 1898.]

### Sheriff's Sales—Beauce

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } EDMOND SAMUEL LARUE, Plaintiff ; against JOSEPH FOURNIER, Defendant, to wit :

All the right, title, claim and interest whatsoever that the defendant Joseph Fournier, has or can have on lot number twenty B (20 B), of the twelfth range of the township Langevin—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Justine, on the TWENTY-FIRST day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Village of Saint Joseph, Beauce, 14th November, 1898. 4210  
[First published, 19th November, 1898.]

### Sheriff's Sales—Joliette

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court—Joliette.*

Joliette, to wit : } DAME JULIENNE ENO No. 2949. } DITE DESCHAMPS, Plaintiff ; against LEOPOLD RIVEST, blacksmith, Defendant.

1. A land—with buildings bearing number fifty-one (51), of the official book of reference of the parish of Repentigny, in the county of L'Assomption.

2. A woodland bearing number forty-five (45), of the official book of reference of the parish of Mascouche, county of L'Assomption.

To be sold at the church door of the parish of Repentigny, on the THIRTIETH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon, to wit : No. 51 and No. 45, at the church door of the parish of Saint Henri de Mascouche, on the FIRST day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Joliette, 24th October, 1898. 3972  
[First published, 29th October, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court—Joliette.*

Joliette, to wit : } FÉLIX MISAEL TRUDEAU, Plaintiff ; against SERAPHIN GAUDET, Defendant.

1<sup>o</sup> La pleine propriété d'une moitié indivise et l'usufruit, la vie durant du défendeur, de l'autre moitié indivise d'une terre située en la paroisse de Saint-Côme, district de Joliette, étant le lot numéro vingt-quatre (24), du neuvième rang du canton Cathcart, contenant environ cent acres en superficie; bornée en front par le huitième rang du dit canton, en profondeur par le dixième rang du dit canton, d'un côté par l'avocat Lippé, et de l'autre côté par François Prudhomme—bâtie d'une grange.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Côme, le CINQUIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD, Shérif.  
Bureau du shérif, Joliette, 24 octobre 1898. 3973-2  
[Première publication, 29 octobre 1898.]

1. The full ownership of an undivided half and the usufruct, during the lifetime of the defendant, of the other undivided half of a land situate in the parish of Saint Come, district of Joliette, being lot number twenty-four (24), of the ninth range of the township Cathcart, containing one hundred acres in area; bounded in front by the eighth range of the said township, in rear by the tenth range of the said township, on one side by the advocate Lippé, and on the other side by François Prudhomme—with barn thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Come, on the FIFTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

A. M. RIVARD, Sheriff.  
Sheriff's Office, Joliette, 24th October, 1898. 3974  
[First published, 29th October, 1898.]

### Ventes par le Shérif—Kamouraska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### MANDAT DES CURATEURS. FIERI FACIAS DE TERRIS

*Dans la Cour Supérieure.*

Kamouraska, à savoir : } **D**ANS l'affaire de AL-  
No. 171. } **D**ÉRIC R. DIONNE,  
commerçant, de la ville de Fraserville, failli, et  
THE WITHAM SHOE CO., requérante, et mes-  
sieurs KENT & TURCOTTE, curateurs-conjoints,  
de la cité de Montréal, c'est à savoir :

Un lot de terre situé en la ville de Fraserville, connu comme étant le lot numéro trois cent soixante et quinze a (No. 375a), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite ville de Fraserville, contenant 47½ pieds de front par 100 pieds de profondeur, le tout plus ou moins—avec une maison en briques, à deux étages, comprenant un magasin et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la ville de Fraserville, MARDI, le VINGTIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures avant midi. Mandat rapportable suivant la loi.

F. A. SIROIS, Shérif.  
Bureau du Shérif, Fraserville, 15 novembre 1898. 4285  
[Première publication, 19 novembre 1898.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour de Circuit*

Kamouraska, à savoir : } **L**OUIS VINCENT DU-  
No. 1236. } **L**MAIS, écuyer, avo-  
cat, de la ville de Fraserville, es-qualité, Deman-  
deur; contre CLAUDIUS CHAMARD, tailleur, de la ville  
de Fraserville. Défendeur, c'est à savoir :

Une certaine étendue de terre ou immeuble sis et situé dans le rang nord du chemin de Témiscouata, dans le township Whitworth, et connu et désigné au plan cadastral et livre de renvoi officiels pour le dit township sous les numéros vingt, vingt et un, vingt trois, vingt quatre, (Nos 20, 21, 23, 24), et les droits de préemption, amélioration et occupation que peut avoir le dit défendeur sur le lot numéro vingt-cinq (No 25) du susdit cadastre, circonstances et dépendances.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement du comté de Témiscouata, en la ville de Fraserville, MARDI, le VINGTIÈME jour de DECEMBRE prochain à DIX ET DEMIE l'avant-midi. Bref rapportable suivant la loi.

F. A. SIROIS, Shérif.  
Bureau du Shérif, Fraserville, 15 novembre 1898. 4287  
[Première publication, 19 novembre 1898.]

### Sheriff's Sales—Kamouraska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

#### CURATOR'S WARRANT. FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.*

Kamouraska, to wit : } **I**N the matter of ALDERIC  
No. 171. } **R**. DIONNE, trader, of  
the town of Fraserville, insolvent, and THE  
WITHAM SHOE CO., petitioners, and Messrs  
KENT & TURCOTTE, joint curators, of the city  
of Montreal, to wit :

A lot of land situate in the town of Fraserville, known as number three hundred and seventy-five a (No. 375a), of the official plan and book of reference of the cadastre of the said town of Fraserville, containing 47½ feet in front by 100 feet in depth, the whole more or less—with a two story brick house, comprising a shop and outbuildings thereon erected.

To be sold at my office, in the town of Fraserville, on TUESDAY, the TWENTIETH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. Said warrant returnable according to law.

F. A. SIROIS, Sheriff.  
Sheriff's Office, Fraserville, 15th November, 1898. 4286  
[First published, 19th November, 1898.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.*

Kamouraska, to wit : } **L**OUIS VINCENT DU-  
No. 1236. } **L**MAIS, esquire, advo-  
cate, of the town of Fraserville, es-qualité, Plain-  
tiff; against CLAUDIUS CHAMARD, taylor, of the  
town of Fraserville, Defendant, to wit :

A certain lot of land situate and being on the range north of the Temiscouata road, in the township Whitworth, and known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said township, as numbers twenty, twenty-one, twenty-three and twenty-four (Nos. 20, 21, 23 and 24), and the rights of preemption, improvement and occupation which the defendant may have on lot number twenty-five (No. 25), of the said cadastre, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office of the county of Témiscouata, in the town of Fraserville, on TUESDAY, the TWENTIETH day of DECEMBER next, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

F. A. SIROIS, Sheriff.  
Sheriff's Office, Kamouraska, 15th November, 1898. 4288  
[First published, 19th November, 1898.]

## Ventes par le Shérif—Montmagny

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } DAME LEOCADIE  
District de Montmagny. } LECLERC dit  
No 75. } FRANCEUR, de la pa  
roisse de Sainte-Anne Lapocatière, veuve de feu  
Magloire Blanchet; contre AUGUSTE LECLERC  
dit FRANCEUR, de la paroisse de Saint-Jean  
Port-Joli, savoir :

1° Une terre située sur le deuxième rang de Saint-Jean Port-Joli, contenant en superficie cent arpents, vingt perches et deux cent seize pieds, étant le numéro cinq cent vingt quatre (524), du cadastre officiel de Saint-Jean Port-Joli.

2° Un terrain situé sur le deuxième rang de Saint-Jean Port-Joli, mesurant en front un arpent trois pieds, sur dix arpents huit perches de profondeur, étant le numéro cinq cent trente-trois (533), du cadastre officiel de Saint-Jean Port-Joli.

3° Un terrain situé sur le deuxième rang de Saint-Jean Port-Joli, ayant deux arpents environ de front, sur six arpents environ de profondeur; borné au nord-ouest au fronton du dit rang, au sud-est à Germain Dessaint dit Saint-Pierre, au sud-ouest à Frédéric Dubé, nord-est au numéro 524, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cinq cent vingt-trois (523), du cadastre officiel de Saint-Jean Port-Joli.

4° Un terrain situé sur le premier rang de Saint-Aubert, contenant vingt-cinq arpents et vingt-cinq perches en superficie, connu et désigné sous le numéro onze (11), du cadastre officiel de Saint-Aubert.

5° Une terre située sur le premier rang du canton Fournier, ayant cinq chaînes soixante-quinze mailles de front, sur soixante-treize chaînes de profondeur, connue sous le numéro cent quatre (104), du cadastre officiel du canton Fournier.

6° Une terre située sur le deuxième rang du canton Fournier, ayant cinq chaînes soixante quinze mailles de front, sur soixante quinze mailles de profondeur, connue sous le numéro cent dix-neuf (119), du cadastre officiel du canton Fournier.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus les lots un, deux et trois, à la porte de l'église de Saint-Jean Port-Joli, MARDI, le VINGTIÈME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures et DEMI avant-midi; le numéro quatre, à la porte de l'église Saint-Aubert, à DIX heures et DEMI avant-midi du MEME JOUR; les numéros cinq et six, au bureau d'enregistrement du comté de l'Islet, à MIDI et DEMI du MEME JOUR. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. A. LÉPINE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montmagny, 16 novembre 1898. 4207  
[Première publication, 19 novembre 1898.]

## Ventes par le Shérif—Montréal

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## Sheriff's Sales—Montmagny

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

## VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.

*Superior Court.*

Province of Quebec, } DAME LEOCADIE  
District of Montmagny. } LECLERC dit  
No. 75. } FRANCEUR, of the  
parish of Sainte Anne Lapocatière, widow of the  
late Magloire Blanchet; against AUGUSTE LE-  
CLERC dit FRANCEUR, of the parish of Saint  
Jean Port Joly, to wit :

1. A farm situate in the second range of Saint Jean Port Joly, containing one hundred arpents, twenty perches and two hundred and sixteen feet in superficies, being number five hundred and twenty-four (524), of the official cadastre of Saint Jean Port Joly.

2. A lot of land situate in the second range of Saint Jean Port Joly, measuring one arpent and three feet in front by ten arpents and eight perches in depth, being the number five hundred and thirty-three (533), on the official cadastre of Saint Jean Port Joly.

3. A lot of land situate in the second range of Saint Jean Port Joly, having about two arpents in front by about six arpents in depth; bounded to the north west by the front line of the said range, to the south east by Germain Dessaint dit Saint Pierre, to the south west by Frédéric Dubé, to the north east by number 524, known and designated as forming part of lot number five hundred and twenty-three (523), of the official cadastre of Saint Jaen Port Joly.

4. A lot of land situate in the first range of Saint Aubert, containing twenty five arpents and twenty-five perches in superficies, known and designated as number eleven (11), of the official cadastre of Saint Aubert.

5. A lot of land situate in the first range of the township Fournier, having five chains and seventy-five links in front by sixty-three chains in depth, known as number one hundred and four (104), of the official cadastre of the township Fournier.

6. A lot of land situate in the second range of the township Fournier, having five chains and seventy-five links in front by seventy-five links in depth, known as number one hundred and nineteen (119), of the official cadastre of the township Fournier.

The whole with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The lots one, two and three to be sold at the church door of Saint Jean Port Joly, on TUESDAY, the TWENTIETH day of DECEMBER next, at the hour of HALF past ELEVEN in forenoon; number four, at the church door of Saint Aubert, at the hour of HALF past TEN in the morning, of the SAME DAY; numbers five and six, at the registry office of the county of l'Islet, at HALF past NOON of the SAME DAY. Writ returnable according to law.

J. B. A. LÉPINE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montmagny, 16th November, 1898. 4208  
[First published, 19th November 1898.]

## Sheriff's Sales—Montreal

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **A**NDRÉ SILFRID DE-  
No. 1127. } **L**ISLE, bourgeois, de la  
cité et du district de Montréal, Demandeur ; contre  
les terres et tenements de **DAME SARAH WAT-  
KINS FRASER**, de la cité et du district de Mon-  
tréal, épouse contractuellement séparée quant aux  
biens de Henry P. Wall, du même lieu, et ce der-  
nier pour autoriser sa dite épouse aux fins des pré-  
sentes, Défendeurs.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse,  
l'immeuble suivant, savoir :

Un lopin de terre composé de deux lots contigus  
situé dans le quartier Sainte-Marie, de la cité de  
Montréal, dans le district de Montréal, connus et  
désignés sous les numéros neuf cent quatre-vingt-  
sept et neuf cent quatre-vingt-huit (987 et 988), des  
plan et livre de renvoi officiels du dit quartier  
Sainte-Marie ; bornés en front par la rue Panet—  
avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de  
Montréal, le **VINGT-DEUXIEME** jour de **DE-  
CEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE.

Bureau du Shérif, Député-Shérif.  
Montréal, 14 novembre 1898. 4217

[Première publication, 19 novembre 1898.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **L**A REINE, Demanderesse ;  
No. 593. } **C**ontre les terres et tène-  
ments de **OLIVIER CHARBONNEAU**, de la cité  
de Montréal, Défendeur, et **CHARLES DESJAR-  
DINS**, gentilhomme, de la cité de Montréal, tiers-  
saisi.

Saisi comme appartenant au dit Charles Desjar-  
dins, tiers-saisi, l'immeuble suivant, savoir :

Un certain lot de terre sis et situé dans le quar-  
tier Saint-Jacques, de la cité de Montréal, dans le  
district de Montréal ; borné en front par la rue  
Saint-André, connu et désigné comme étant le lot  
numéro sept cent quatre-vingt-dix-neuf (799), aux  
plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-  
Jacques, de la cité de Montréal—avec les bâtisses  
dessus construites et les servitudes actives et pas-  
sives afférentes au dit lot de terre aux termes de  
l'acte de vente passé devant Maître J. A. Brunet,  
notaire public, en date du neuf septembre, mil huit  
cent quatre-vingt-dix-sept, sous le numéro deux  
mille huit cent cinquante-trois de son répertoire et  
dûment enregistré.

A distraire cependant de ce dit lot de terre, un  
emplacement de cinquante-deux pieds de front par  
quatre-vingt-dix pieds de profondeur, à prendre ce  
dit emplacement dans la ligne sud-est du dit lot  
sept cent quatre-vingt-dix-neuf (799) ; et borné  
comme suit : en front, par la rue Saint-André, d'un  
côté au sud-est par le numéro huit cent (800), des  
dits plan et livre de renvoi officiels du dit quartier  
Saint-Jacques, de la dite cité de Montréal, de  
l'autre côté et en arrière par le surplus du dit lot  
sept cent quatre-vingt-dix-neuf (799)—avec un pâté  
de maisons en briques et autres bâtisses érigées sur  
le dit emplacement ainsi distraire.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de  
Montréal, le **VINGT-TROISIEME** jour de **DE-  
CEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif  
Montréal, 17 novembre 1898. 4283

[Première publication, 19 novembre 1898.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **D**A ME JENNIE  
No. 1257. } **E**UPHROSINE  
**SCHNAIDER**, de la cité et du district de Montréal,  
épouse contractuellement séparée de biens de Alfred  
Esdras Merrill, écuyer, avocat, du même lieu et le dit  
Alfred Esdras Merrill, partie aux présents en autant  
que besoin est pour autoriser sa dite épouse, Deman-

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **A**NDRE SILFRID DE-  
No. 1127. } **L**ISLE, gentleman, of the  
city and district of Montreal, Plaintiff ; against the  
lands and tenements of **DAMESARAH WATKINS  
FRASER**, of the city and district of Montreal,  
wife separated as to property, by marriage contract,  
of Henry P. Wall, of the same place, and the latter  
authorize his said wife for the purposes hereof,  
Defendants.

Seized as belonging to the said defendant Fraser,  
the following immovable property, to wit :

A lot of land made up of two contiguous lots si-  
tuate in Saint Mary's ward, of the city of Montreal,  
in the district of Montreal, known and designated  
as numbers nine hundred and eighty-seven and nine  
hundred and eighty-eight (987 and 988), of the offi-  
cial plan and book of reference of the said Saint-  
Mary's ward ; bounded in front by Panet street—  
with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the **TWENTY-SECOND** day of **DECEMBER**  
next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy sheriff.  
Montreal, 14th November, 1898. 4218

[First published, 19th November, 1898.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **T**HE QUEEN, Plaintiff ;  
No. 593. } **C**ontre les lunds and  
tenements of **OLIVER CHARBONNEAU**, of the  
city of Montreal, Defendant, and **CHARLES DES-  
JARDINS**, gentleman, of the city and district of  
Montreal, garnishee.

Seized as belonging to the said Charles Desjar-  
dins, garnishee, the following immovable, to wit :

A certain lot of land situate and being in Saint  
James ward, of the city of Montreal, in the district  
of Montreal ; bounded in front by Saint Andrew  
street, known and designated as being lot number  
seven hundred and ninety-nine (No. 799), on the  
official plan and book of reference of the said Saint  
James ward, of the city of Montreal—with the build-  
ings thereon erected and the active and passive  
servitudes attached to the said lot of land according  
to the deed of sale passed before Maître J. A. Brunet,  
notary public, dated the ninth of September,  
one thousand eight hundred and ninety-seven,  
under the number two thousand eight hundred and  
fifty-three of his repertory and duly registered.

Reserving, however, from this lot of land a lot of  
fifty-two feet in front by ninety feet in depth, said  
lot to be taken on the south east line of said lot  
seven hundred and ninety-nine (799) ; and bounded  
as follows : in front by Saint Andrew street, on one  
side to the south east by lot number eight hundred  
(800), of the said official plan and book of reference  
of the said Saint James ward, of the said city of  
Montreal, on the other side and in rear by the sur-  
plus of the said lot seven hundred and ninety-nine  
(799)—with a row of brick houses and outbuildings  
erected on the said lot of land so reserved.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the **TWENTY-THIRD** day of **DECEMBER**  
next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 17th November, 1898. 4284

[First published, 19th November, 1898.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS***District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **D**A ME JENNIE EUPHRO-  
No. 1257. } **S**INE SCHNAIDER, of  
the city and district of Montreal, wife separated as  
to property by marriage contract of Alfred Esdras  
Merrill, esquire, advocate, of the same place, and  
the said Alfred Esdras Merrill, a party hereunto in  
so far as need be to authorize his said wife, Plain-

dresse; contre les terres et tenements de DAME AMANDA FOURNIER, ci-devant de la cité et du district de Montréal, et maintenant de la ville de Saint-Louis du Mile End, dit district, épouse séparée de biens de Henri Pepin, menuisier, du même lieu, et faisant affaires à Montréal susdit, comme menuisier, sous la raison sociale de Henri Pepin & Cie, et le dit Henri Pepin, partie aux présentes pour autoriser sa dite épouse, Défenderesse.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse, l'immeuble suivant, savoir :

Un certain terrain situé dans le quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier, maintenant connue sous le nom de rue Saint-Norbert—avec les bâtisses y érigées et composé de deux lots de terre connues et désignés sous les numéros cinq et six de la subdivision officielle du lot numéro primitif sept cent quatre-vingt, sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, à distraire sur le terrain ainsi saisi :

1° Et laissant libre de toute hypothèque cette lisière de terre formant l'arrière partie des dits lots numéros cinq et six de la subdivision officielle du dit lot numéro primitif sept cent quatre-vingt, ayant six pieds de largeur dans la ligne sud-ouest du dit lot numéro de subdivision cinq, et dix pieds quatre pouces dans la ligne nord-ouest du dit lot de subdivision numéro six.

2° La partie sur le front des dits lots qui a été exproprié par la cité de Montréal, contenant une superficie de (436) quatre cent trente six pieds.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Montréal, 16 novembre 1898. 4233.  
[Première publication, 19 novembre 1898.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : ) LE CREDIT FONCIER  
No 1338. ) LE FRANCO CANADIEN,

corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en les cité et district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de MALO PREVOST, cultivateur, de la paroisse de Belœil, dans le district de Richelieu, Défendeur.

1° Une terre située dans la deuxième concession de la paroisse de Belœil, comté de Verchères, province de Québec, connu et désigné sous le numéro deux cent un (201), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Belœil, contenant trois arpents de front sur trente arpents de profondeur, plus ou moins—avec une maison et autres bâtisses y érigées.

2° Un terrain situé dans la première concession de la paroisse de Belœil, comté de Verchères, province de Québec, connu et désigné sous le numéro onze (No 11), aux dits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Belœil, contenant un demi arpent de front sur environ quatre arpents de profondeur, prenant de là deux arpents de front sur environ onze arpents de profondeur, plus ou moins—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

3° Un autre terrain située en la première concession de la paroisse de Belœil, comté de Verchères, province de Québec, connu et désigné sous les numéros six et sept (Nos 6 et 7), aux dits plan et livre de renvoi officiels de la susdite paroisse de Belœil, contenant deux arpents de front sur une profondeur de six arpents, prenant de là cinq arpents de front sur autre profondeur moyenne de treize arpents, plus ou moins—avec une grange y érigée; sauf toutefois les droits appartenant à Jean-Baptiste Véronneau, sur le dit lot numéro six, en vertu du bail emphytéotique à ce dernier consenti par Alexandre Lapalme, devant Mre T. A. Huot, notaire, le quinze avril mil huit cent soixante et dix, et les droits appartenant à Avil Bernard, cultivateur, de Belœil, et ses ayants-cause, comme

tiff; against the lands and tenements of DAME AMANDA FOURNIER, heretofore of the city and district of Montreal, and now of the town of Saint Louis du Mile End, said district, wife separated as to property of Henri Pepin, joiner, of the same place, and carrying on business at Montreal aforesaid, as joiner, under the style and firm of Henri Pepin & Co., and the said Henri Pepin, a party hereunto to authorize his said wife, Defendant.

Seized as belonging to the said female defendant, the following immovable property, to wit :

A certain lot situate in Saint Louis ward, in the city of Montreal, fronting on Fortier street, now known by the name of Saint Norbert street—with the buildings thereon erected and made up of two lots of land known and designated as numbers five and six of the official subdivision of the primitive lot number seven hundred and eighty, on the official plan and book of reference of the said Saint Louis ward, reserving from the lot so seized :

1. And leaving clear of any hypothec the strip of land forming the rear part of said lots numbers five and six of the official subdivision of the said primitive lot number seven hundred and eighty, measuring six feet in width, on the south west line of the said lot subdivision number five, and ten feet four inches on the north west line of the said subdivision lot number six.

2. The part on the front of the said lots which has been expropriated by the city of Montreal, containing an area of four hundred and thirty-six feet.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the fore-noon.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 16th November, 1898. 4234  
[First published, 19th November, 1898.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*District of Montreal.*

Montréal, to wit : ) LE CREDIT FONCIER  
No 1338. ) LE FRANCO CANADIEN,

a body politic and corporate, having its principal place of business, in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of MALO PREVOST, farmer, of the parish of Belœil, in the district of Richelieu, Defendant.

1. A land situate in the second concession of the parish of Belœil, county of Verchères, province of Quebec, known and designated as number two hundred and one (201), on the official plan and book of reference of the said parish of Belœil, containing three arpents in front by thirty arpents in depth, more or less—with a house and outbuildings thereon erected.

2. A land situate in the first concession of the parish of Belœil, county of Verchères, province of Quebec, known and designated as number eleven (No. 11), on the said official plan and book of reference of the said parish of Belœil, containing one half arpent in front by about four arpents in depth, from thence taking two arpents in front by about eleven arpents in depth, more or less—with a house and outbuildings thereon erected.

3. Another land situate in the first concession of the parish of Belœil, county of Verchères, province of Quebec, known and designated as number six and seven (Nos. 6 and 7), on the said official plan and book of reference of the said parish of Belœil, containing two arpents in front by a depth of six arpents, taking from thence five arpents in front by another average depth of thirteen arpents, more or less—with a barn thereon erected; saving however the rights belonging to Jean Baptiste Véronneau, on the said lot number six, in virtue of the emphyteutic lease made in his favor by Alexandre Lapalme, before Mre T. A. Huot, notary, on the fifteenth of April, one thousand eight hundred and seventy, and the rights belonging to Avil Bernard, farmer, of Belœil, and his assigns, as representing Thomas

représentant Thomas Lapalme, dans la propriété d'un pouvoir d'eau mouvant actuellement un moulin à scie qui se trouve sur le terrain numéro sept en dernier lieu désigné, ainsi que le moulin, la chaussée et dépendances et l'usage d'un espace de terrain pour déposer tout le bois appartenant au dit moulin, comprenant l'espace actuellement laissé à cet usage et le droit de retenir l'eau suffisamment élever dans le cours d'eau qui fait mouvoir le dit moulin, sans que le dit Bernard ne soit tenu de payer aucune indemnité pour dommages causés par l'inondation de quelque partie du dit terrain, et autres droits réservés à ce dernier au sujet du dit moulin, par le titre d'acquisition du dit défendeur.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Belœil, le VINGT-DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHÈRE.

Bureau du Shérif, Député-Shérif.  
[Montréal, 16 novembre 1898. 4231  
[Première publication, 19 novembre 1898.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**

*Cour de Circuit—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } LES COMMISSAIRES  
No 12076. } L'ÉCOLES DE LA  
MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE  
SAINT-GREGOIRE LE THAUMATURGE,  
dans le comté d'Hochelega, corps incorporé,  
ayant son principal établissement en la paroisse de  
Saint-Grégore le Thaumaturge, district de Mont-  
réal, Demandeurs; contre les terres et tenements  
de ALEXANDER W. MORRIS, résidant à l'en-  
droit appelé Dorval, dans le comté de Jacques-Car-  
tier, district de Montréal, Défendeur.

Cinquante-trois lots de terre vacants situés dans la municipalité du village Delorimier, comté Hochelega, district de Montréal, connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation: 1° Sous les numéros cent cinquante-neuf, cent soixante et cent soixante et un, de la subdivision du lot primitif numéro cent cinquante-trois, ces dits trois lots sont bornés en front par l'avenue Papineau; 2° Sous les numéros cent soixante et six, cent soixante et sept, cent soixante et huit, cent soixante et neuf, cent soixante et dix, cent soixante et onze, cent soixante et douze, cent soixante et treize, cent quatre-vingt-six, cent quatre-vingt-sept, cent quatre-vingt-huit, cent quatre-vingt-neuf, cent quatre-vingt-dix, cent quatre-vingt-onze, cent quatre-vingt-douze, cent quatre-vingt-treize, cent quatre-vingt-quatorze, cent quatre-vingt-quinze, cent quatre-vingt-seize et cent quatre-vingt-dix-sept, de la subdivision du lot primitif numéro cent cinquante-trois, ces dits vingt lots sont tous bornés en front par une avenue projetée connue et désignée sur les dits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro cent quatre-vingt-un A, de la subdivision du dit lot primitif numéro cent cinquante-trois; 3° Sous le numéro cent quatre-vingt-deux, de la subdivision du dit lot primitif cent cinquante-trois, ce dit lot est borné en front par l'avenue Mont Royal et d'un côté par une avenue projetée connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro cent quatre-vingt-un A, de la subdivision du dit lot primitif numéro cent cinquante-trois; 4° Sous les numéros cent quatre-vingt-trois et cent quatre-vingt-quatre, de la subdivision du dit lot primitif numéro cent cinquante-trois, ces dits deux lots sont bornés en front par l'avenue Mont Royal; 5° Sous les numéros cent quatre-vingt-cinq et deux cent vingt-six, de la subdivision du dit lot primitif numéro cent cinquante-trois, le dit lot numéro cent quatre-vingt-cinq est borné en front par l'avenue Mont Royal et d'un côté par une avenue projetée connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro deux cent vingt-cinq A, de la subdivision du dit lot primitif numéro cent cinquante-trois et le lot numéro deux cent vingt-six est borné en front par une avenue projetée connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous le

Ladarme, in the ownership of a water power actually driving a saw mill which is on lot number seven lastly described, as also the mill, the dam and dependencies and the use of a space of ground to lay on it the wood belonging to the said mill, comprising the space actually left for this purpose and the right to retain the water sufficiently high in the water course which drives the said mill, without the said Bernard being bound to pay any indemnity for damage caused by the overflowing of any portion of the said lot, and the other rights reserved to the latter concerning the said mill by the title deeds of the said defendant.

To be sold at the parochial church door of the parish of Belœil, on the TWENTY-SECOND day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,

Sheriff's office, Deputy-Sheriff.  
Montreal, 16th November, 1898. 4232  
[First published, 19th November, 1898.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Circuit Court—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } THE SCHOOL COMMIS-  
No. 12076. } SIONERS OF THE MU-  
NICIPALITY OF THE PARISH OF SAINT  
GREGOIRE LE THAUMATURGE, in the county  
of Hochelega, a body corporate, having its principal establishment in the parish of Saint Grégoire le Thaumaturge, district of Montreal, Plaintiffs; against the lands and tenements of ALEXANDER W. MORRIS, residing at the place called Dorval, in the county of Jacques Cartier, district of Montreal, Defendant.

Fifty-three vacant lots of land situate in the municipality of the village Delorimier, county of Hochelega, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the village of Côte de la Visitation: 1. As numbers one hundred and fifty-nine, one hundred and sixty and one hundred and sixty-one, of the subdivision of the primitive lot number one hundred and fifty-three, these three said lots are bounded in front by Papineau Avenue; 2. As numbers one hundred and sixty-six, one hundred and sixty-seven, one hundred and sixty-eight, one hundred and sixty-nine, one hundred and seventy, one hundred and seventy-one, one hundred and seventy-two, one hundred and seventy-three, one hundred and eighty-six and one hundred and eighty-seven, one hundred and eighty-eight, one hundred and eighty-nine, one hundred and ninety, one hundred and ninety-one, one hundred and ninety-two, one hundred and ninety-three, one hundred and ninety-four, one hundred and ninety-five, one hundred and ninety-six and one hundred and ninety-seven, of the subdivision of the primitive lot number one hundred and fifty-three, the said twenty lots are all bounded in front by a projected avenue known and designated on the said official plan and book of reference as number one hundred and eighty-one A, of the subdivision of the said primitive lot number one hundred and fifty-three; 3. As number one hundred and eighty-two, of the subdivision of the said primitive lot one hundred and fifty-three, this lot is bounded in front by Mount Royal Avenue, and on one side by a projected avenue, known and designated on the said official plan and book of reference as number one hundred and eighty-one A, of the subdivision of the said primitive lot number one hundred and fifty-three; 4. As numbers one hundred and eighty-three and one hundred and eighty-four, of the subdivision of the said primitive lot number one hundred and fifty-three, these said two lots are bounded in front by Mount Royal Avenue; 5. As numbers one hundred and eighty-five and hundred and twenty-six of the subdivision of the said primitive lot number one hundred and fifty-three, said lot number one hundred and eighty-five is bounded in front by Mount Royal Avenue and on one side by a projected avenue known and

numéro deux cent vingt-cinq A, de la subdivision du dit lot primitif numéro cent cinquante-trois et d'un côté par l'avenue Mont Royal; 6° Sous le numéro deux cent quatre de la subdivision du dit lot primitif numéro cent cinquante-trois, ce dit lot est borné en front par une avenue projetée connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro deux cent vingt-cinq A, de la subdivision du dit lot primitif numéro cent cinquante-trois; 7° Sous les numéros deux cent cinq, deux cent six, deux cent sept, deux cent huit, deux cent neuf, deux cent dix, deux cent onze, deux cent douze, deux cent treize, deux cent quatorze, deux cent quinze, deux cent vingt-sept, deux cent vingt-huit, deux cent vingt-neuf, deux cent trente, deux cent trente et un, deux cent trente-deux, deux cent trente-trois, deux cent trente-quatre, deux cent trente-cinq, deux cent trente-six, deux cent trente-sept, deux cent trente-huit et deux cent trente-neuf de la subdivision du dit lot primitif numéro cent cinquante-trois, ces dits vingt-quatre lots sont tous bornés en front par une avenue projetée connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro deux cent vingt-cinq A, de la subdivision du dit lot primitif numéro cent cinquante-trois.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le PREMIER jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 26 octobre 1898. [Première publication, 29 octobre 1898.]

Shérif. 3995-2

designated on the said official plan and book of reference as number two hundred and twenty-five A, of the subdivision of said primitive lot number one hundred and fifty-three, and lot number two hundred and twenty-six is bounded in front by a projected avenue known and designated on the said official plan and book of reference as number two hundred and twenty-five A, of the subdivision of the said primitive lot number one hundred and fifty-three and on one side by Mount Royal Avenue; 6. As number two hundred and four of the subdivision of the said primitive lot number one hundred and fifty-three, this said lot is bounded in front by a projected avenue, known and designated on the said official plan and book of reference as number two hundred and twenty-five A, of the subdivision of the said primitive lot number one hundred and fifty-three; 7. As numbers two hundred and five, two hundred and six, two hundred and seven, two hundred and eight, two hundred and nine, two hundred and ten, two hundred and eleven, two hundred and twelve, two hundred and thirteen, two hundred and fourteen, two hundred and fifteen, two hundred and twenty-seven, two hundred and twenty-eight, two hundred and twenty-nine, two hundred and thirty, two hundred and thirty-one, two hundred and thirty-two, two hundred and thirty-three, two hundred and thirty-four, two hundred and thirty-five, two hundred and thirty-six, two hundred and thirty-seven, two hundred and thirty-eight and two hundred and thirty-nine of the subdivision of the said primitive lot number one hundred and fifty-three, these said twenty-four lots are all bounded in front by a projected avenue, known and designated on the said official plan and book of reference as number two hundred and twenty-five A, of the subdivision of the said primitive lot number one hundred and fifty-three.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIRST day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 26th October, 1898. [First published, 29th October, 1898.]

Sheriff. 3996

### Ventes par le Shérif—Québec

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

#### FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } PHILOMÈNE TURGEON, No. 2245. } de la ville de Lévis, fille majeure; contre DELIMA REMILLARD ET AL, de la ville de Lévis, à savoir:

Le lot No 310 (trois cent dix), du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame, de la ville de Lévis, étant un emplacement situé coin des rues Guénette et Saint-Georges—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; pour être vendu à la charge d'une rente foncière annuelle de \$24.00, payable le premier de juillet à Théophile Carrier.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Victoire, comté de Lévis, le VINGT-TROISIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Québec, 17 novembre 1898. [Première publication, 19 novembre 1898.]

Shérif. 4261.

### Sheriff's Sales—Quebec

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

#### FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } PHILOMÈNE TURGEON, of No. 2245. } the town of Lévis, spinster; against DELIMA REMILLARD ET AL, of the town of Lévis, to wit:

Lot No. 310 (three hundred and ten), of the official cadastre for Notre Dame ward, of the town of Lévis, being a lot situate on the corner of Guénette and Saint George streets—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies; to be sold subject to the charge of a yearly ground rent of \$24.00, payable on the first of July to Théophile Carrier.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame de la Victoire, county of Lévis, on the TWENTY-THIRD day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Québec, 17th November, 1898. [First published, 19th November, 1898.]

Sheriff. 4262

## FIERI FACIAS.

Cour du Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ;  
No. 2852. } contre BLANCHE  
GINGRAS, épouse séparée de biens de Edmond  
Blouin, tous deux des cité et district de Québec, et  
le dit Edmond Blouin, mis en cause pour assister  
sa dite épouse, l'un des héritiers de feu Caroline  
Lacroix, en son vivant épouse de feu Jean Elie  
Gingras, à savoir :

Le lot No 1437 (quatorze cent trente-sept), du  
cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en  
la cité de Québec, étant un emplacement situé rue  
Saint-Germain—avec bâtisses. Sujet à une rente  
annuelle de six piastres, payable le 29 juin aux  
Dames de l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de  
Québec, le VINGT-TROISIEME jour de DECEM-  
BRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit  
bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 17 novembre 1898. 4265  
[Première publication, 19 novembre 1898.]

## FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } DANS une cause où JOSEPH  
No 2553. } RICHARD, de la paroisse  
de Sainte-Anne de Beaupré, aubergiste, était De-  
mandeur ; et la CORPORATION DE LA PA-  
ROISSE DE SAINTE-ANNE DE BEAUPRE,  
était défenderesse, la dite défenderesse, La Cor-  
poration de la paroisse de Sainte-Anne de Beaupré,  
contre le dit demandeur Joseph Richard, à savoir :

Un lot de terrain situé en la paroisse Saint-Roch  
de Québec, sur le côté ouest de la rue Alfred, con-  
tenant environ trente-cinq pieds de front sur  
soixante-dix pieds de profondeur, comprenant les  
lots numéro 1356 (treize cent cinquante-six) et 1356A  
(treize cent cinquante-six A), du cadastre officiel  
pour le quartier Jacques-Cartier, de la cité de  
Québec ; borné vers le nord à Ferdinand Paschal,  
et au sud à Joseph Dorval ou ses représentants—  
avec bâtisses, à la charge d'une rente foncière et  
seigneuriale de \$6.25 (six piastres et vingt-cinq  
centimes) par année, payable le 29 septembre aux  
Dames Religieuses de l'Hôpital-Général de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de  
Québec, le VINGT-TROISIEME jour de DECEM-  
BRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit  
bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 17 novembre 1898. 4263  
[Première publication, 19 novembre 1898.]

## Ventes par le Shérif—Richelieu

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les  
TERRES et HERITAGES sous-mentionnés  
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux  
respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS.

Cour Supérieure du district de Richelieu.

Sorel, à savoir : } CHARLES ROCH LAMOU-  
No. 2569 B. } REUX, manufacturier, de la  
cité de Sorel, dans le district de Richelieu, Deman-  
deur ; contre LEONARD GEORGES JAMES  
FOSBROOKE, de la cité de Sorel, dans le district  
de Richelieu, Défendeur.

1° Un morceau de terre situé en la cité de Sorel,  
sur la rue du Roi, étant le lot numéro onze cent  
cinq (No. 1105), du cadastre officiel de la ville de  
Sorel—avec les bâtisses dessus érigées.

2° Un morceau de terre situé en la cité de Sorel,  
sur la rue du Roi, étant le lot numéro mille quatre-

## FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ;  
No. 2852. } against BLANCHE  
GINGRAS, wife separated as to property of Ed-  
mond Blouin, both of the city and district of Quebec,  
and the said Edmond Blouin, a party hereunto to  
assist his said wife, one of the heirs of the late  
Caroline Lacroix, in her lifetime wife of the late  
Jean Elie Gingras, to wit :

Lot No. 1437 (fourteen hundred and thirty-  
seven), of the official cadastre of the parish of Saint-  
Sauveur, in the city of Quebec, being a lot situate  
on Saint Germain street—with buildings. Subject  
to an annual rent of six dollars, payable to the com-  
munity of Les Religieuses of l'Hôtel-Dieu de Qué-  
bec, on the twenty ninth of June.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on  
the TWENTY-THIRD day of DECEMBER next,  
at TEN o'clock in the forenoon. The said writ  
returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Quebec, 17th November, 1898. 4266  
[First published, 19th November, 1898.]

## FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } IN a suit wherein JOSEPH  
No. 2553. } RICHARD, of the parish of  
Sainte Anne de Beaupré, innkeeper, was Plaintiff ;  
and the CORPORATION OF THE PARISH OF  
SAINTE ANNE DE BEAUPRE, was Defendant,  
the said defendant, the Corporation of the parish of  
Sainte Anne de Beaupré against the said plaintiff,  
Joseph Richard, to wit :

1. A lot of land situate in the parish of Saint  
Roch de Québec, on the west side of Alfred street,  
containing about thirty-five feet in front by seventy  
feet in depth, comprising lots number 1356 (thirteen  
hundred and fifty-six) and 1356 A (thirteen hundred  
and fifty-six A), of the official cadastre for Jacques  
Cartier ward, of the city of Quebec ; bounded on  
the north by Ferdinand Paschal, and on the south  
by Joseph Dorval or his representatives—with  
buildings, subject to the charge of a ground and  
seigniorial rent of \$6.25 (six dollars and twenty-  
five cents) a year, payable on the 29th of Septem-  
ber to the Reverend Religious Ladies of the Quebec  
General Hospital.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on  
the TWENTY-THIRD day of DECEMBER next,  
at TEN of the clock in the forenoon. Said writ  
returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Quebec, 17th November, 1898. 4264  
[First published, 19th November, 1898.]

## Sheriff's Sales—Richelieu

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the un-  
dermentioned LANDS and TENEMENTS  
have been seized, and will be sold at the respective  
times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS.

Superior Court of the district of Richelieu.

Sorel, to wit : } CHARLES ROCH LAMOU-  
No. 2569 B. } REUX, manufacturier, of the  
city of Sorel, in the district of Richelieu, Plain-  
tiff ; against LEONARD GEORGES JAMES  
FOSBROOKE, of the city of Sorel, in the district of  
Richelieu, Defendant.

1. A piece of land situate in the city of Sorel, on  
King street, being lot number eleven hundred and  
five (No. 1105), of the official cadastre of the town  
of Sorel—with the buildings thereon erected.

2. A piece of land situate in the city of Sorel, on  
King street, being lot number one thousand and

vingt-dix-neuf (No. 1099), du cadastre officiel de la ville de Sorel—avec les bâties dessus érigées.

Pour être vendus au bureau du shérif du district de Richelieu, au palais de justice, en la cité de Sorel, le VINGT-DEUXIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sorel, 16 novembre 1898. 4243  
[Première publication, 19 novembre 1898.]

**FIERI FACIAS.**

*Cour Supérieure—District de Richelieu.*

Sorel, à savoir : } **LA CITE DE SOREL**, corps No. 4195. } **L** politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Sorel, dans le district de Richelieu, Demanderesse ; contre **LEONARD GEORGES JAMES FOSBROOKE**, de la cité de Sorel, dans le district de Richelieu, Défendeur.

Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, sur la rue Georges en bas ou rang du chenal du Moine, étant le lot numéro six (No. 6), du cadastre officiel de la ville de Sorel—avec les bâties dessus érigées.

Pour être vendu au bureau du shérif du district de Richelieu, au palais de justice, en la cité de Sorel, le VINGT-DEUXIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sorel, 16 novembre 1898. 4241  
[Première publication, 19 novembre 1898.]

**MANDAT DE CURATEUR.**

*Cour Supérieure du district de Richelieu.*

Sorel, à savoir : } **WILLIAM ALBERT SHEP-** No. 4214. } **W** **PARD**, commerçant de bois, de la cité de Sorel, dans le district de Richelieu, Demandeur ; contre **CHARLES TANCREDE DESJARDINS**, artiste photographe, de la cité de Sorel, dans le district de Richelieu, et **JOSEPH TREFFLE LAFOND**, blanchisseur, du même lieu, tant personnellement que comme ci-devant associés sous la raison sociale de "La Buanderie à vapeur de Sorel", Défendeurs, et **Alfred Guévremont**, notaire, de la cité de Sorel, dans le district de Richelieu, curateur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur, **Charles Tancrede Desjardins**, à la demande du dit curateur, en vertu de l'article 879 du code de procédure civile de la province de Québec, les immeubles suivants, savoir :

1° Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, sur la rue du Roi, étant le lot numéro six cent soixante et deux (No 662), du cadastre officiel de la ville de Sorel, mesurant trente-trois pieds de front par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, et partie du lot numéro six cent soixante et un (pt. No 661), du cadastre officiel de la ville de Sorel, de cinq pieds de front sur quarante-six pieds de profondeur, et prenant de là une largeur de six pieds et six pouces sur une profondeur additionnelle de quarante-quatre pieds, et aussi partie du lot numéro six cent soixante et trois (pt. No 663), du cadastre officiel de la ville de Sorel, de neuf pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur ; le tout borné en front par la rue du Roi, en profondeur par un passage, d'un côté vers le sud par l'autre partie du lot No 663, et de l'autre côté vers le nord par l'autre partie du lot No 661—avec les bâties dessus érigées ; plus le droit de passer tant à pieds qu'en voitures dans le susdit passage qui se trouve à la profondeur du susdit morceau de terre.

2° Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, à l'encoignure des rues Phipps et Provost, étant le lot numéro neuf cent soixante et neuf (No 969), du cadastre officiel de la ville de Sorel, de soixante et six pieds de front sur soixante et six pieds de profondeur—avec les bâties dessus érigées.

ninety nine (No 1099), of the official cadastre of the town of Sorel—with the buildings thereon erected.

To be sold at the office of the sheriff of the district of Richelieu, in the court house, in the city of Sorel, on the TWENTY SECOND day of the month of DECEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's office, Sheriff.  
Sorel, 16th November, 1898.  
[First published, 19th November, 1898.]

**FIERI FACIAS.**

*Superior Court—District of Richelieu.*

Sorel, to wit : } **THE CITY OF SOREL**, a body No. 4195. } **T** politic and corporate, having its principal business office in the city of Sorel, in the district of Richelieu, Plaintiff against **LEONARD GEORGE JAMES FOSBROOKE**, of the city of Sorel, in the district of Richelieu, Defendant.

A piece of land situate in the city of Sorel, on lower George street or range of the Chenal du Moine, being lot number six (6), of the official cadastre of the town of Sorel—with buildings thereon erected.

To be sold in the office of the sheriff of the district of Richelieu, in the court house, in the city of Sorel, on the TWENTY-SECOND day of the month of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sorel, 16th November, 1898. 4242  
[First published, 19th November, 1898.]

**CURATOR'S WARRANT**

*Superior Court of the district of Richelieu.*

Sorel, to wit : } **WILLIAM ALBERT SHEP-** No. 4214. } **W** **PARD**, lumber merchant, of the city of Sorel, in the district of Richelieu, Plaintiff ; against **CHARLES TANCREDE DESJARDINS**, photographic artist, of the city of Sorel, in the district of Richelieu, and **JOSEPH TREFFLE LAFOND**, laundryman, of the same place, as well personally as in formerly partners under the firm of "La Buanderie à vapeur de Sorel," Defendants, and **Alfred Guévremont**, notary, of the city of Sorel, in the district of Richelieu, curator.

Seized as belonging to the said defendant **Charles Tancrede Desjardins**, at the instance of the said curator, in virtue of article 879 of the Code of Civil Procedure of the province of Quebec, the following immovables, to wit :

1. A piece of land situate in the city of Sorel, on King street, being lot number six hundred and sixty-two (No. 662), of the official cadastre of the town of Sorel, measuring thirty-three feet in front by ninety feet in depth, and part of lot number six hundred and sixty-one (pt. No. 661), of the official cadastre of the town of Sorel, of five feet in front by forty-six feet in depth, and from thence taking a width of six feet six inches by an additional depth of forty-four feet, and also part of lot number six hundred and sixty-three (pt. No. 663), of the official cadastre of the town of Sorel, of nine feet in front by ninety feet in depth ; the whole bounded in front by King street, in rear by a passage, on one side to the south by the other part of lot No. 663, and on the other side to the north by the other part of lot No. 661—with the buildings thereon erected ; moreover the right to pass walking or driving in the said passage, which is in rear of the said piece of land.

2. A piece of land situate in the city of Sorel, on the corner of Phipps and Provost streets, being lot number nine hundred and sixty-nine (No. 969), of the official cadastre of the town of Sorel, of sixty-six feet in front by sixty-six feet in depth—with the buildings thereon erected.

Pour être vendus au bureau du shérif du district de Richelieu, au palais de justice, en la cité de Sorel, le VINGT-UNIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Sorel, 15 novembre 1898. 4245  
[Première publication, 19 novembre 1898.]

To be sold in the office of the sheriff of the district of Richelieu, in the court house, in the city of Sorel, on the TWENTY-FIRST day of the month of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Sorel, 15th November, 1898. 4246  
[First published, 17th November, 1898.]

### Ventes par le Shérif—Rimouski

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Canada, } DAME JOSEPHINE  
Province de Québec, } PETITGREW, de la  
District de Rimouski, } ville de Saint-Germain de  
No 2464. } Rimouski, veuve de feu  
Didier Ouellet, en son vivant marchand, du même lieu, Demanderesse; contre PHILIAS BERNARD, de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski, dit district, cultivateur, Défendeur, savoir :

Une terre située au troisième rang de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski, connue sous le numéro deux cent quatre-vingt-onze (291), du cadastre officiel de la dite paroisse—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski, le TRENTIEME jour de NOVEMBRE mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

ALFR. MARTIN,  
Bureau du Shérif, Député-Shérif.  
Rimouski, 26 octobre 1898. 4019-2  
[Première publication, 29 octobre 1898.]

### Ventes par le Shérif—St-François

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } LA BANQUE DES  
No 40. } CANTONS DE  
L'EST, compagnie constituée en corporation et corps politique, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Sherbrooke, dans le dit district de Saint-François, Demanderesse; contre les terres et tenements de THE STANSTEAD GRANITE COMPANY (en commandite), compagnie constituée en corporation et corps politique, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires à Stanstead Junction, dans le canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, Défenderesse, à savoir :

1° Tous les droits miniers et de carrière et tous les mines, carrières, minéraux, métaux, substances de minerais et minéraux, avec le droit exclusif de les explorer et chercher dans et sur certaines étendues ou certains morceaux de terre sis et situés dans le canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, connus et désignés comme tout le lot No 157, dans le 4e rang, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, sauf et excepté un petit morceau situé sur le bout ouest du dit lot, faisant front sur

### Sheriff's Sales—Rimouski

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

Canada, } DAME JOSEPHINE  
Province of Quebec, } PETITGREW, of the  
District of Rimouski, } town of Saint Germain de  
No. 2464. } Rimouski, widow of the  
late Didier Ouellet, in his lifetime merchant, of the same place, Plaintiff; against PHILIAS BERNARD, of the parish of Saint Germain de Rimouski, said district, farmer, Defendant, to wit :

A lot situate in the third range of the parish of Saint Germain de Rimouski, known as number two hundred and ninety-one (291), on the official cadastre of the said parish—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Germain de Rimouski, on the THIRTIETH day of NOVEMBER, one thousand eight hundred and ninety-eight, at TEN o'clock in forenoon. Said writ returnable according to law.

ALF. MARTIN,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Rimouski, 26th October, 1898. 4020  
[First published, 29th October, 1898.]

### Sheriff's Sales—St. Francis

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Superior Court.—District of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit : } THE EASTERN  
No. 40. } TOWNSHIP'S  
BANK, a body corporate and politic, having its chief office and principal place of business at the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, Plaintiff; against the lands and tenements of THE STANSTEAD GRANITE COMPANY (Limited), a body corporate and politic, having its chief office and principal place of business at Stanstead Junction, in the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, Defendant, to wit :

1. All mining and quarrying rights and all the mines, quarries, minerals, metals, ores and mineral substances, with the exclusive right of exploring and searching for the same in or upon those certain tracts or parcels of land situate and being in the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, known and described as the whole of the lot No. 157, in the 4th range, on the cadastral plan and book of reference for the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, save and except a small piece on the west end of said

le rivage du lac, environ quatre verges de largeur et sur toute la largeur du dit lot, appartenant à un nommé Robert Forsythe. Et le lot No 379, dans le 5e rang, sur le dit plan du cadastre et au livre de renvoi, avec le droit de travailler toutes mines ou carrières découvertes sur icelui, et le droit d'entrée et de sortie sur le dit terrain et de s'approprier tous minéraux, métaux, minerais, pierres de granit, substances minérales ou pierres de toute description, et de faire tels chemins, canaux ou autres travaux nécessaires pour les explorations ou opérations minières, de se servir de tous cours d'eau passant sur la dite terre, et d'arrêter et changer les lits de tels cours d'eau, de prendre le terrain suffisant pour les rebuts et pour bâtisses, et de plus le droit de se servir à perpétuité autant des dits lots ou morceaux de terre qu'il sera requis ou nécessaire pour les objets de carrière ou de mine et pour le travail avantageux des dites mines et carrières et travaux de mines qui pourront être faits sur iceux. De se servir des arbres et gros bois croissant sur iceux, avoir le droit seul de mettre un chemin ou chemin de fer en opération sur la dite propriété et de ne rien construire sur la dite propriété sans le consentement par écrit de la dite compagnie, ses héritiers et ayant causes, et de plus de faire tous actes utiles ou nécessaires pour le développement des ressources minières de la dite propriété, ensemble avec le droit d'acquérir du gouvernement provincial tous autres droits de mines ou de carrières ou licences sur ou en rapport avec la dite propriété, ou la décharge de toute réserve de mines, métaux ou minerais mentionnés dans les lettres patentes originales de la dite terre.

Le tout tel que stipulé et mentionné dans les actes suivants, à savoir :

(A) Un acte de vente de Samuel Parker Salls, passé devant témoins, en date du vingt-sixième jour d'août, mil huit cent quatre-vingt-onze, et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Stanstead, dans le registre B, vol. 25, No 260, page 318 et suivantes.

(B) Un bail et transport de Israël B. Lovering, agissant tant en son nom qu'en sa qualité de tuteur à ses enfants mineurs, passé devant témoins, en date du trente-unième jour d'octobre, mil huit cent quatre-vingt-onze, enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Stanstead, dans le registre B, vol. 35, No 401, page 476 et suivantes, et sujet au paiement de la rente et aux conditions stipulées dans le dit acte en dernier lieu mentionné

2° Toute la propriété et tous les droits acquis par la compagnie défenderesse, d'un nommé George Hall, par acte de vente, passé devant témoins, en date du trente-unième jour d'octobre, mil huit cent quatre-vingt-onze, et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Stanstead, dans le registre B, Vol. 35, No. 400, page 474 et suivantes, dans et sur une certaine étendue ou certain morceau de terre connu et désigné comme partie du lot numéro trois cent soixante et deux (362), dans le cinquième (5) rang, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi pour le dit canton de Stanstead ; borné comme suit, à savoir : au nord et à l'ouest par la terre du dit George Hall, à l'est par les terres de la succession de feu James W. House et Josiah F. Feltus et au sud par la terre d'un nommé Stephen Salls, les droits acquis par la dite compagnie défenderesse dans le dit acte, étant le droit exclusif d'explorer toutes mines, minéraux, métaux, substances minérales et marbre, granit ou pierre et de s'approprier tous les dits minéraux, minerais, métaux, granit, marbre ou pierre, avec plein pouvoir d'exploiter toutes mines ou carrières dans et sur la dite terre et prémisses, comprenant par là de céder et transporter tous les droits de carrière et de mines à perpétuité dans et sur la dite propriété, et le plein pouvoir d'utiliser la dite terre pour les fins de mines et de carrière ; de construire tels chemins, chemins de fer et canaux ou autres travaux nécessaires ou utiles pour les explorations ou opérations de mines ; de se servir de tous les cours d'eau sur ou passant sur la dite terre et d'arrêter et changer les lits de tel

lot, fronting on the lake shore, about four rods wide and of the whole width of said lot, owned by one Robert Forsythe. And the lot No. 379, in the 5th range, on the said cadastral plan and book of reference, with the power to work any mines or quarries discovered thereon and the right of ingress and egress thereto and therefrom and to appropriate any such minerals, metals, ores, granites, stone, mineral substances or stones of any and every description, and to make such roads, canals or other works as may be necessary for mining explorations or operations, to use any streams or water flowing through or past said land, and to stop and alter the beds of such streams, to take sufficient ground room for rubbish or for buildings, and the further right or using in perpetuity as much of said lots or parcels of land as shall be requisite or convenient for quarrying or mining purposes and the advantageous working of said mines and quarries and mining works that may be established thereon. To make use of trees and growing timber thereon, to have the sole right of running any road or rail-road upon the said property, and none to be built upon said property without the consent in writing of the said Company, its representatives or assignees, and moreover to do any and every act useful or convenient for developing the mineral resources of the said property, together with the right to acquire from the Provincial Government any further mining or quarrying rights or licenses on or in respect of the said property, or the release of any reservation of mines, metals or ores contained in the original letters patent of said land.

The whole as stipulated and set forth in the following deeds, to wit :

(A) A deed of sale from Samuel Parker Salls, dated and executed before witnesses, on the twenty-sixth day of August, one thousand eight hundred and ninety-one, and registered in the Stanstead division registry office, in register B, vol. 25, No. 260, page 318 *et seq.*

(B) A deed of lease and transfer from Israel B. Lovering, acting personally as well as in his quality of tutor to his minor children, and dated and executed before witnesses, the thirty first day of October, one thousand eight hundred and ninety-one, and registered in the Stanstead division registry office, in register B, vol. 35, No. 401, page 476 *et seq.*, and subject to the payment of the rental and conditions stipulated in said last mentioned deed.

2 All the property and the rights acquired by the Company defendant, from one George Hall, by a deed of sale dated and executed before witnesses the thirty first day of October, one thousand eight hundred and ninety-one, and registered in the Stanstead division registry office, in register B, vol. 35, No. 400, page 474 *et seq.*, in and upon a certain tract or parcel of land known and described as part of the lot No. three hundred and sixty-two (362), in the fifth (5th) range, on the cadastral plan and book of reference for the said township of Stanstead ; bounded as follows, to wit : on the north and west by the land of the said George Hall, on the east by the lands of the estate of the late James W. House and Josiah F. Feltus, and on the south by the land of one Stephen Salls, the rights acquired by said company defendant in said deed being the exclusive right of exploring for any mines, minerals metals, ores, mineral substances and marble, granite or stone, and to appropriate any such minerals, metals, ores, granite, marble or stone, with full power to work any mines or quarries in and upon said land and premises, meaning thereby to transfer and convey all the quarrying and mining rights in perpetuity in and to said property, and the full power to utilize said land for mining and quarrying purposes : to make such roads, rail-roads and canals or other works as may be necessary or convenient for mining explorations or operations ; to use any streams of water on or flowing past said land and to stop and alter the beds of such streams, to take sufficient ground

cours d'eau, de prendre le terrain nécessaire pour les rebuts et bâtisses sur la dite terre, à l'exception d'une maison de pension ou maison privée, tel que stipulé et consenti, laquelle ne sera pas construite sur les dits lieux. Et de plus le droit de se servir de tout le dit lot ou d'une partie dudit lot selon qu'il sera requis ou nécessaire pour les fins de mines ou carrières, avec le pouvoir de faire tout ce qui sera utile ou nécessaire pour développer les ressources minières de la dite propriété, aussi le droit d'acquérir du gouvernement provincial tous les autres droits miniers ou licences pour ou en rapport avec la dite propriété ou la décharge de toute réserve de mine, métaux ou minerais, marbre ou granit, mentionnés dans les lettres patentes originales. Et si plus de terre est requise encore, joignant la dite carrière, pour les fins de carrière, le droit de l'acheter à un prix juste et raisonnable, tel que stipulé dans le dit acte, et d'acheter le droit de passage pour un chemin de fer à partir des dites carrières vers North Derby ou Stanstead Junction, aux taux et prix mentionnés dans le dit acte, le tout sous les conditions mentionnées dans le dit acte.

3° Cette terre ou morceau de terre sis et situé dans le village de Beebe Plain, dans le district de Saint-François, connu et désigné comme lot No cinquante-quatre (54), dans le septième (7e) rang, sur le plan du cadastre et livre de renvoi du dit village de Beebe Plain, ensemble avec le droit de passage tel qu'il existait ci-devant de la rue Main, dans le dit village de Beebe Plain, jusqu'au bureau de la dite Stanstead Granite Company, dans le dit village, le dit droit de passage devant être de vingt-cinq pieds de largeur d'un bout à l'autre, le tout tel qu'acquis par la compagnie défenderesse, en vertu d'un acte de vente de Jean-Baptiste Fregeau, en date du vingt-huitième jour de mars 1894, passé devant Charles M. Thomas, N. P., et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Stanstead, registre B, vol. 37, No 1626, page 575 et suivantes.

4° Un embranchement de chemin de fer ou tramway commençant à l'embranchement de Stanstead, du chemin de fer Manawippi Valley, sur le lot No. cinquante-trois (53), dans le septième (7e) rang, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi du village de Beebe Plain, dans le district de Saint-François, et traversant le dit lot No. cinquante-trois (53), et les lots soixante et deux (62), soixante et un (61) et cinquante-huit (58), dans le dit septième rang, dans le dit village de Beebe Plain et terminant sur le lot No. cinquante-quatre (54), dans le septième (7e) rang, sur le plan du cadastre et livre de renvoi pour le dit village de Beebe Plain, appelé l'embranchement de la Stanstead Granite Company.

5° Aussi le droit de passage dans le but de construire un chemin de fer ou tramway sur et à travers le lot No. trois cent soixante et sept (367), dans le cinquième (5e) rang, sur le plan du cadastre et livre de renvoi du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, acquis par la dite compagnie défenderesse d'un nommé James Brodie, en vertu d'un acte de vente en date du deuxième jour d'avril mil huit cent quatre-vingt-quatorze, passé devant Charles M. Thomas, N. P., et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Stanstead, dans le registre B. Vol. 37, No. 1627, page 583 et suivantes.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations sur les dits morceaux de terre ci-dessus décrits et sur chacun d'eux, et ensemble avec toutes les machines et appareils de nature immobilière et immeuble dans et sur les dits lots de terre employés pour les fins de la dite carrière.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, dans le village de Stanstead Plain, le VINGTIÈME jour de DÉCEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant midi.

JOHN McINTOSH,

Bureau du shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 16 novembre 1898. 4239  
[Première publication, 19 novembre 1878.]

room for the rubbish and outbuildings on said land, with the exception of a boarding house or private dwelling, which it is stipulated and agreed shall not be built upon the said premises. And the further right of using so much of the said lot or parcel of land as shall be requisite or convenient for mining or quarrying purposes, with power to do any and every act useful or convenient for developing the mineral resources of the said property, also the right to acquire from the provincial government any further mining rights or licences unto or in respect of the said property or the release of any reservation of mines, metals or ores, marble or granite, contained in the original letters patent. And should any more land be required adjoining said quarry, for quarrying purposes, the right to buy the same at a fair and reasonable price as stipulated in said deed, and to buy the right of way for a rail-road from said quarries towards North Derby or Stanstead Junction, at the rate and price mentioned in the said deed, the whole under the conditions in said deed set forth.

3. That certain tract or parcel of land situate and being in the village of Beebe Plain, in the district of Saint Francis, known and described as the lot number fifty-four (54), in the seventh (7th) range, on the cadastral plan and book of reference for the said village of Beebe Plain, together with the right of way as heretofore travelled from the Maine street, in the said village of Beebe Plain, to the office of the said Stanstead Granite Company, in said village, said right of way to be of the width of twenty-five feet throughout, the whole as acquired by the company defendant under a deed of sale from John Baptiste Fregeau, of date the twenty-eighth day of March, 1894, passed before Charles M. Thomas, N. P., and registered in the Stanstead division registry office, register B, vol. 37, No. 1626, page 575 et seq.

4. A branch line of railway or tramway commencing at the Stanstead branch of the Massawippi Valley railway, on lot number fifty-three (53), in the seventh (7th) range, on the cadastral plan and book of reference for the village of Beebe Plain, in the district of Saint Francis, and crossing the said lot number fifty-three (53), and the lots sixty-two (62), sixty-one (61) and fifty-eight (58), in the said seventh range, in the said village of Beebe Plain and terminating upon the lot number fifty-four (54), in the seventh (7th) range, on the cadastral plan and book of reference for the said village of Beebe Plain, called the branch line of the Stanstead Granite Company.

5. Also the right of way for the purpose or constructing a railway or tramway over and across the lot number three hundred and sixty seven (367), in the fifth (5th) range, on the cadastral plan and book of reference for the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, acquired by the said company defendant from one James Brodie, under a deed of sale dated the second day of April, one thousand eight hundred and ninety four, passed before Charles M. Thomas, N. P., and registered in the Stanstead division registry office, in register B. Vol. 37, No. 1627, page 583 et seq.

Together with all the buildings betterments and improvements upon the said several parcels of land above described and upon each thereof, and together with all the machinery and plant of an immovable nature and immovable in and upon said several lots of land used for the purposes of said quarry.

To be sold at the church door of the parish of Sacré Cœur de Jésus, in the village of Stanstead Plain, on the TWENTIETH day of DÉCEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Shérif.  
Sherbrooke, 16th November, 1898. 4240  
[First published, 19th November, 1898.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Cour Supérieure—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } CHARLES KING, de  
No 941. } la cité de Sher-  
brooke, lieutenant-colonel, Demandeur ; contre les  
terres et tenements de JACQUES COUTURE, du  
canton de Westbury, dans le dit district, Défendeur, à savoir :

Un morceau de terre situé dans le canton de Westbury, dans le district de Saint-François, connu et désigné comme étant la moitié nord du lot numéro dix-sept, dans le premier rang du dit canton de Westbury, sauf et excepté douze acres de terre situés sur le côté est du chemin public, conduisant de Cookshire à Dudswell. Le résidu contenant quatre-vingt-huit acres de terre en superficie, plus ou moins ; et borné comme suit : en front vers l'est par le dit chemin public conduisant de Cookshire à Dudswell, en arrière vers l'ouest par la terre appartenant à Olivier Robida, d'un côté vers le nord par un chemin entre les premier et deuxième rangs du dit canton, et de l'autre côté vers le sud par la terre de Jean-Baptiste Duhaime—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis de Westbury, le VINGT-UNIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 17 novembre 1898. 4289  
[Première publication, 19 novembre 1898.]

**Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Cour Supérieure.*

Canada, } ALPHONSE RACINE,  
Province de Québec, } Demandeur ; contre J.  
District de Montréal. } MOISE ALLARD, Défendeur.  
No 2917.

Un terrain situé sur le deuxième rang de la paroisse de Saint-Simon, comté de Bagot et district de Saint-Hyacinthe, connu et désigné sous le numéro cent quarante-deux (No 142), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Simon—avec maison, hangar et autres dépendances dessus érigés.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Simon, le VINGT-UNIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Hyacinthe, 14 novembre 1898. 4201  
[Première publication, 19 novembre 1898.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Cour de Circuit—Comté de Rouville.*

Canada, } HEGESIPPE DES-  
Province de Québec, } MARAIS, Deman-  
District de St-Hyacinthe. } deur ; vs. HUBERT  
No. 794. } GLADU, Défendeur.

1° Une terre située en la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, dans le rang de la Branche du Rapide, comté de Rouville, contenant deux arpents de largeur sur vingt-huit de profondeur, et étant le lot numéro quarante-neuf (No 49), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Marie de Monnoir—avec les bâtisses y érigées.

2° Une terre située en la paroisse de Saint-Michel

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Superior Court—District of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit : } CHARLES KING, of  
No. 941. } the city of Sher-  
brooke, Lieutenant Colonel, Plaintiff ; against the  
lands and tenements of JACQUES COUTURE, of  
the township of Westbury, in the said district,  
Defendant, to wit :

A parcel of land situate in the township of Westbury, in the district of Saint Francis, known and designated as being the north half of the lot number seventeen, in the first range of the said township of Westbury, save and excepting therefrom twelve acres of land on the east side of the highway leading from Cookshire to Dudswell. The residue containing eighty-eight acres of land in superficies, more or less ; and bounded as follows : in front towards the east by the said highway leading from Cookshire to Dudswell, in rear towards the west by land belonging to Olivier Robida, on one side towards the north by a road between the first and second ranges of the said township, and on the other side towards the south by land belonging to Jean-Baptiste Duhaime—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Saint Louis of Westbury, on the TWENTY-FIRST day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Shérif.  
Sherbrooke, 17th November, 1898. 4290  
[First published, 19th November, 1898.]

**Sheriff's Sales—St. Hyacinth**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Superior Court.*

Canada, } ALPHONSE RACINE,  
Province of Quebec, } Plaintiff ; against J.  
District of Montreal. } MOISE ALLARD, Defendant.  
No. 2917. } ant.

A lot of land situate on the second range of the parish of Saint Simon, county of Bagot and district of Saint Hyacinth, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Simon as lot number one hundred and forty-two (No. 142)—with a house, shed and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Simon, on the TWENTY-FIRST day of DECEMBER next, at TEN o'clock of the forenoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Shérif.  
Saint Hyacinth, 14th November, 1898. 4202  
[First published, 19th November, 1898.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Circuit Court—County of Rouville.*

Canada, } HEGESIPPE  
Province of Quebec, } DESMARAIS,  
District of Saint Hyacinth. } Plaintiff ; against  
No. 794. } HUBERT GLADU,  
Defendant.

1. A lot of land situate in the parish of Sainte Marie de Monnoir, on the Branche du Rapide range, county of Rouville, containing two acres in width by twenty-eight in depth, and being lot number forty-nine (No. 49), of the official plan and book of reference for the said parish of Sainte Marie de Monnoir—with the buildings thereon erected.

2. A lot of land situate in the parish of Saint

de Rougemont, dans le rang Dix-terres, comté de Rouville, contenant deux arpents de largeur sur vingt-sept de profondeur, plus ou moins, étant le lot numéro sept cent cinquante-sept (No 757), des plan et livre officiels de la paroisse de Saint-Césaire, comté de Rouville—avec bâtisses.

Pour être vendues, la terre en premier lieu décrite, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, le SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi; et la terre en second lieu décrite, le MEME JOUR, à TROIS heures de l'après-midi, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Michel de Rougemont.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Hyacinthe, 24 octobre 1898. 3967-2  
[Première publication, 29 octobre 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Canada, } LOUIS GEDEON  
Province de Québec, } LEVARISTE  
District de Saint-Hyacinthe, } GOULET, Deman-  
No. 74. } deur; contre J.  
BAPTISTE BOISVERT, Défendeur.

Un terrain situé au village de Saint-Hilaire, sur la rue Sainte-Anne, dans le comté de Rouville, dans ce district, décrit sous le numéro quatre-vingt-quatre (No. 84), par les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Hilaire—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Hilaire, le TRENTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Hyacinthe, 24 octobre 1898. 3965-2  
[Première publication, 29 octobre 1898.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir: } ROUSSAINT PAGÉ,  
No 198. } En sa qualité de curateur à la personne et aux biens de François Voisard, rentier, de la ville de Louiseville, Demandeur; contre PAUL ALIAS PAULUS LACERTE, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Antoine de la Rivière-du-Loup, concession sud-est de la Grande Rivière, contenant deux arpents et demi de front sur trente arpents de profondeur environ—avec une grange dessus érigée, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour la dite paroisse de Saint-Antoine de la Rivière-du-Loup, sous le numéro huit cent quarante-huit (848).

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antoine de la Rivière-du-Loup, le VINGTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 16 novembre 1898. 4225  
[Première publication, 19 novembre 1898.]

Michel de Rougemont, on the range Dix-terres, county of Rouville, containing two acres in with by twenty-seven in depth, more or less, being lot number seven hundred and fifty-seven (No. 757), of the official plan and book of reference for the parish of Saint Césaire, county of Rouville—with the buildings.

To be sold, the lot of land firstly described, at the door of parochial church of the parish of Sainte Marie de Monnoir, the SEVENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock of the forenoon; and the lot of land secondly described, at the door of the parochial church of the parish of Saint Michel de Rougemont, on the SAME DAY, at THREE o'clock of the afternoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Hyacinthe, 24th October, 1898. 3968  
[First published, 29th October, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.*

Canada, } LOUIS GEDEON  
Province of Quebec, } LEVARISTE  
District of Saint Hyacinthe, } GOULET, Plaintiff;  
No. 74. } against J. BAPTISTE  
BOISVERT, Defendant.

A lot of land situate in the village of the parish of Sainte Hilaire, on Sainte Ann street, in the county of Rouville, in the district, designated as lot number eighty-four (No. 84), on the official plan and book of reference for the parish of Saint Hilaire—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Hilaire, on the THIRTIETH day of the month of NOVEMBER next, at TEN o'clock of the forenoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's office, Sheriff.  
Saint Hyacinthe, 24th October, 1898. 3966  
[First published, 29th October, 1898.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Superior Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit: } ROUSSAINT PAGÉ, in  
No. 198. } his quality of curator to the person and to the property of François Voisard, rentier, of the town of Louiseville, Plaintiff; against PAUL ALIAS PAULUS LACERTE, Defendant.

A land situate in the parish of Saint Antoine de la Rivière du Loup, concession south east of the Grande Rivière, containing two arpents and a half in front by thirty arpents in depth—with a barn thereon erected; known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Maskinongé, for the said parish of Saint Antoine de la Rivière du Loup, as number eight hundred and forty-eight (848).

To be sold at the church door of the parish of Saint Antoine de la Rivière du Loup, on the TWENTIETH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 16th November, 1898. 4226  
[First published, 19th November, 1898.]

## Demande à la Législature

## AVIS PUBLIC

Avis public est par le présent donné que The People's Telephone Company, de Sherbrooke, s'adressera à la législature de la province de Québec, pour ratifier et amender ses lettres patentes et pour obtenir les pouvoirs d'augmenter son fonds social et émettre des bons.

EDMD. S. BERNARD,  
Lt. Col.  
Président.  
4291.

Sherbrooke, 16 novembre 1898.

## Application to the Legislature

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the People's Téléphone Company of Sherbrooke will apply to the legislature of the province of Quebec, for confirmation and amendment to their letters patent and for powers to increase their capital stock and issue bonds.

EDMD S. BERNARD,  
Lt. Col.  
President.  
4292

Sherbrooke, 16th November, 1898.

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de John MacLean, Demandeur ;  
vs.

Joseph Homier, marchand de chapeaux et de pelletteries, de la cité de Montréal, Défendeur.

Avis est par le présent donné que le dit défendeur a fait, ce jour, un abandon judiciaire complet de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la dite Cour.

JOHN MACLEAN,  
Gardien provisoire.

Montréal, 12 novembre 1898. 4251

Dans l'affaire de Wright & Cowper Co., de Montréal, Faillis.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été déclaré dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'à mercredi, le 30 novembre 1898, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau, 180, rue Saint-Jacques.

H. J. ROSS,  
Curateur.  
4257

Montréal, 12 novembre 1898.

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure*  
Dans l'affaire de L. A. Perreault, Québec, failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge, en date du 11 novembre 1898, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

GEORGE DARVEAU,  
Curateur.

Bureau, 244, rue Saint-Joseph.  
Québec, 11 novembre 1898. 4281

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 6.

Henry Soucisse, et al., Faillis.

et Curateurs.

Avis est par le présent donné que nous avons préparé un bordereau de collocation des argents réalisés sur les biens des dits faillis et sera payable au bureau du shérif, le ou vers le (10) dix de décembre prochain 1898.

LEFAIVRE & ONSLOW,  
Curateurs.

Montréal, 15 novembre 1898. 4255.

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
In the matter of John MacLean, Plaintiff ;  
vs.

Joseph Homier, hat and fur dealer, of the city of Montreal, Defendant.

Notice is hereby given that the said defendant, has, this day, made, in the office of the prothonotary of said court, a judicial abandonment of all his property, for the benefit of his creditors.

JOHN MACLEAN,  
Provisional guardian.

Montreal, 12th November, 1898. 4252

In the matter of Wright & Cowper Co., Montreal, Insolvents.

A first and final dividend sheet has been declared in this matter open to objection until Wednesday, the 30th November, 1898, after which date dividends will be payable at my office, 180, Saint James street.

H. J. ROSS,  
Curator.  
4258

Montreal, 12th November, 1898.

Province of Quebec, }  
District of Quebec. } *Superior Court.*  
In the matter of L. A. Perreault, Quebec, Insolvent.

Notice is hereby given that by order of the Honorable Judge, dated on the 11th day of November, 1898, I have been appointed curator to the above estate.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims at my office, within thirty days from the present notice.

GEORGE DARVEAU,  
Curator.

Office, 244, Saint Joseph Street.  
Quebec, 11th November, 1898. 4282

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 6.

Henri Soucisse et al., Insolvents.

and Curators.

Notice is hereby given that dividend sheet has been prepared upon the proceeds of goods and chattels and will be payable at the sheriff's office, on or after the tenth (10) of December next (1898).

LEFAIVRE & ONSLOW,  
Curators.

Montreal, 15th November, 1898. 4256

Dans l'affaire de P. Langlais & Cie, Québec, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 6 décembre prochain.

Ce dividende sera payable à mon bureau, le ou après le 7 décembre prochain.

GEO. DARVEAU,  
Bureau, 244 rue Saint-Joseph, Curateur.  
Québec. 19 novembre 1898. 4279.

Province de Québec, }  
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de Charles Pearson, de Cedar Hall,  
marchand, Failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du quinziesme jour de novembre 1898, les soussignés ont été nommés curateurs-conjoints aux biens en cette affaire.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations attestées sous serment, à notre bureau, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
Curateurs-conjoints.  
Bureau : 48, rue St-Pierre, Québec. 4269

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
J. B. A. Champeau, Demandeur ;

vs.

Nazaire Préfontaine, commerçant, de Saint-Bruno,  
dit district, Défendeur.

Avis est par les présentes donné que le dit défendeur, a fait ce jour, au bureau du protonotaire de cette cour, un abandon judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

R. DESRIVIERES,  
Avocat du demandeur.  
Montréal, 5 novembre 1898. 4253

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
No. 38.

Dans l'affaire de A. Alain, Failli.  
Un bordereau de dividende a été préparé et sera payable à mon bureau, 23, rue Saint-Louis, Québec, le ou après le 6 décembre 1898.

Toute opposition au dit dividende devra être produite devant moi avant la dite date.

FERD. AUDET,  
4267 Curateur.

#### AVIS DE CESSION

Avis est par le présent donné que Adélar Maranda et Adélar Pagé, marchands de chaussures, de Québec, et y faisant affaire sous les nom et raison de Maranda & Pagé, ont, le 15 novembre 1898, fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Québec.

GEORGE DARVEAU,  
Gardien provisoire.  
Bureau : 244, rue Saint-Joseph, Québec, 17 novembre 1898. 4293

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
In re J. A. Roy, Demandeur ;

et

Philippe Robert, marchand de bois et charbon, de la ville de Saint-Henri de Montréal, Défendeur.

Avis est par les présentes donné que le dit défendeur a, ce jour, fait au bureau du protonotaire de cette cour un abandon judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

J. O. PELLAND,  
Gardien provisoire.  
Montréal, 14 novembre 1898. 4249

In the matter of P. Langlais & Co, Québec, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter and open to objection until the 6th of December next.

This dividend will be payable at my office, on or after the 7th of December next.

GEO. DARVEAU,  
Office, 244 Saint Joseph street. Curator.  
Québec, 19th November, 1898. 4280.

Province of Quebec, }  
District of Rimouski. } *Superior Court.*  
In the matter of Charles Pearson, of Cedar Hall,  
merchant, Insolvent.

Notice is hereby given that by order, dated on the fifteenth day of November, 1898, the undersigned have been appointed joint curators to the above estate.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims at our office, within a delay of thirty days from the present notice.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
Joint-curators.  
Office : 48, Saint Peter street, Québec. 4270

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
J. B. A. Champeau, Plaintiff ;

vs.

Nazaire Préfontaine, trader, of Saint Bruno, said district, Defendant.

Notice is hereby given that the said defendant, has, this day, made in the office of the protonotaire of said court, a judicial abandonment of all his property for the benefit of his creditors.

R. DESRIVIERES,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 5th November, 1898. 4254

Province of Quebec, }  
District of Quebec. } *Superior Court.*  
No. 38.

In the matter of A. Alain, Insolvent.  
A dividend sheet has been prepared and will be payable at my office, No. 23, Saint Louis street, Québec, on or after the 6th of December, 1898.

Any opposition to the said dividend must be filed with me before the said date.

FERD. AUDET,  
4268 Curator.

#### NOTICE OF ASSIGNMENT.

Notice is hereby given that Adélar Maranda and Adélar Pagé, shoe dealers, of Québec, carrying on business there under the style and firm of Maranda & Pagé, have, on the 15th of November, 1898, made abandonment of their property for the benefit of their creditors, at the protonotaire's office of the superior court for the district of Québec.

GEORGE DARVEAU,  
Provisional Guardian.  
Office : 244 Saint Joseph Street, Québec, 17th November, 1898. 4294

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
In re J. A. Roy, Plaintiff ;

and

Philippe Robert, wood and coal merchant, of Saint Henry of Montreal, Défendeur.

Notice is hereby given that the defendant has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors at the protonotaire's office.

J. O. PELLAND,  
Provisional Guardian.  
Montreal, 14th November, 1898. 4250

District de Richelieu, }  
No. 4217. } *Cour Supérieure.*  
Jean-Baptiste Roy, commerçant de la paroisse de  
Saint-Antoine, a, ce jour, fait cession judiciaire de  
ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.  
ETHIER & LEFEBVRE,  
Avocats du gardien provisoire.  
Sorel, 14 novembre 1898. 4247

## Règle de Cour

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 1200.  
Le 9e jour de novembre 1898.  
Présent : l'honorable juge Mathieu.  
Canada Paper Co., (en commandite),  
Demanderesse ;

vs.  
W. H. Collins, Défendeur.  
La cour ayant entendu la demanderesse sur sa  
requête, demandant un ordre afin de convoquer une  
assemblée des créanciers du défendeur, en autant  
qu'il est allégué que des oppositions pour paiement  
d'argents prélevés, ont été produites dans cette  
cause, et que le défendeur est insolvable,  
Accorde la dite requête et ordonne que les créan-  
ciers du défendeur soient convoqués par un avis  
publié deux fois dans les langues française et an-  
glaise dans la *Gazette Officielle de Québec*, les requé-  
rants de produire leurs réclamations sous quinze  
jours de la date de la première insertion du dit  
ordre, le tout avec frais en faveur de MM. White,  
O'Halloran et Buchanan, procureurs de la deman-  
deresse.  
(Signé) M. MATHIEU,  
J. C. S.  
4295

## Proclamation

Canada, }  
Province de }  
Québec. } L. A. JETTÉ.  
[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du  
Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande,  
Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

À tous ceux à qui ces présentes parviendront ou  
qu'icelles pourront concerner—SALUT :

## PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, }  
Proc.-Général. } ATTENDU que J. A.  
Gravel, J. B. La-  
fleur, L. O. Hétu, L. W. Sicotte, H. N. Pepin,  
commissaires dûment nommés pour les fins du cha-  
pitre premier du titre neuf des Statuts refondus de  
la province de Québec, dans et pour le diocèse catho-  
lique romain de Montréal, dans Notre province de  
Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé  
par les autorités ecclésiastiques, ont, sous l'autorité  
des dits statuts, fait un rapport de leur opinion  
au lieutenant-gouverneur de Notre dite province  
de Québec, accompagné d'un *procès-verbal* de leurs  
procédés, par lequel ils décrivent et déterminent  
les limites et bornes qu'ils croient le plus conven-  
nable d'assigner à la paroisse de Saint-Paul de l'Île  
aux Noix, dans le comté de Saint-Jean, dans le dit  
diocèse susdit, comme suit, savoir :

La paroisse de Saint-Paul de l'Île aux Noix, déta-  
chée de la paroisse de Saint-Valentin, comté de  
Saint-Jean, comprend les lots Nos 1 à 7, partie des  
lots Nos 8 et 9, les lots No 10 à 47, les lots Nos 56  
à 124, les lots Nos 201 à 210, le lot No 258, partie

District of Richelieu, }  
No. 4217. } *Superior Court.*  
Jean Baptiste Roy, trader, of the parish of Saint  
Antoine, has, this day, made a judicial abandonment  
of his property for the benefit of his creditors.  
ETHIER & LEFEBVRE,  
Attorneys for Provisional Guardian.  
Sorel, 14th November, 1898. 4248

## Rule of Court

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1200.  
The 9th November, 1898.  
Present : Honorable Justice Mathieu.  
Canada Paper Co., limited,  
Plaintiff ;

vs.  
W. H. Collins, Defendant.  
The court having heard the plaintiff upon its  
motion, asking for an order to call in creditors of  
defendant, inasmuch as it is alleged that oppositions  
for payment of monies levied have been filed in this  
cause, and that the defendant is insolvent,

Doth grant said motion, and doth order that the  
creditors of the defendant be called in by an adver-  
tisement published twice in the french and english  
languages in the *Quebec Official Gazette*, requiring  
them to file their claims within fifteen days from  
the date of the first insertion of said order, the  
whole with costs to Messrs. White, O'Halloran &  
Buchanan, attorneys for plaintiff.

(Signed) M. MATHIEU,  
J. S. C.  
4296

## Proclamation

Canada, }  
Province of }  
Quebec. } L. A. JETTE.  
[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United  
Kingdom of Great Britain and Ireland, QUEEN,  
Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom  
the same may concern—GREETING :

## PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, }  
Atty.-General. } WHEREAS J.  
A. Gravel, J. B.  
Lafleur, L. O. Hétu, L. W. Sicotte, H. N. Pepin,  
commissioners duly appointed for the purposes of  
chapter first of title nine of the Revised Statutes of  
the province of Quebec, in and for the Roman catholic  
diocese of Montreal, in Our province of Quebec,  
canonically acknowledged and erected by the eccle-  
siastical authorities, have, under the authority of the  
said statutes, made to the lieutenant governor of Our  
said province of Quebec, a return of their opin-  
ion, with a *procès-verbal* of their proceedings,  
by which they describe and declare the limits and  
boundaries which they think most expedient to be  
assigned to the parish of Saint Paul de l'Île aux  
Noix, in the county of Saint John's, in the said  
Roman Catholic diocese, to be as follows, that is to  
say :

The parish of Saint Paul de l'Île aux Noix,  
detached from the parish of Saint Valentin, county  
of Saint John's, comprises lots Nos. 1 to 7, part of  
lots Nos. 8 and 9, lots Nos. 10 to 47, lots Nos 56  
to 124, lots Nos. 201 to 210, lot No. 258, part of

du lot No 259, les lots Nos 260 à 267, les lots Nos 351 à 354, la partie du lot No 425 située au sud de la montée Vanvliet, la partie du lot No 426 située au sud de la montée Bowman et aussi les îles Nos 429, 430, 431, 432, 433 et 434 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Valentin.

La paroisse de Saint-Paul de l'Île aux Noix est bornée comme suit, savoir :

A l'est et vers le sud-est par la rivière Richelieu, vers le sud par la rivière Lacolle, par le lot No 381, par le lot No 55, par le chemin de la 3<sup>ème</sup> Grande Ligne, par les lots Nos 271, 272 et 273, vers l'ouest par les lots Nos 426A et 426, par le chemin Pire-Vire, par la concession sud chemin Jobson, par les lots Nos 55, 349 et 350, par les lots Nos 268 à 271, par le chemin de fer Montréal et Champlain, par le lot No 211, et par la partie nord-ouest du lot No 201, vers le nord par les montées Bowman, Vanvliet et Hay, par les lots Nos 48 à 55 par les lots Nos 202, 203 et 204 et par le lot No 125.

La superficie de la paroisse de Saint-Paul de l'Île aux Noix, comme ci-dessus décrite est de (8400) huit mille quatre cent arpents, plus ou moins.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de SAINT-PAUL DE L'ÎLE AUX NOIX ci-dessus décrites :

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de SAINT-PAUL DE L'ÎLE AUX NOIX décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à celles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-HUITIÈME jour du mois de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

Assistant-Secrétaire de la province.

4297

lot No. 259, lots Nos. 260 to 267, lots Nos. 351 to 354, part of lot No. 425 situate to the south of the road called *Montée Vanvliet*, part of lot No. 426 situate south of the *Montée Bowman*, and also the islands Nos. 429, 430, 431, 432, 433 and 434 of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Valentin.

The parish of Saint Paul de l'Île aux Noix is bounded as follows, to wit :

On the east and south east by the river Richelieu, on the south by the river Lacolle, by lot No. 381, by lot No. 55, by the road of the 3<sup>rd</sup> Grand Line, by lots Nos. 271, 272 and 273 ; to the west by lots Nos. 426 A and 426, by the road Pire-Vire, by the south concession Jobson road, by lots Nos. 55, 349 and 350, by lots Nos. 268 to 271, by the Montreal and Champlain railway, by lot No. 211 and by the north west part of lot No. 201, to the north by the *Montées Bowman, Vanvliet and Hay*, by lots Nos. 48 to 55, by lots Nos. 202, 203 and 204, and by lot No. 125.

The area of the parish of Saint Paul de l'Île aux Noix, as hereinabove described is eight thousand four hundred (8400) arpents, more or less.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of the parish of SAINT PAUL DE L'ÎLE AUX NOIX aforesaid :

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of SAINT PAUL DE L'ÎLE AUX NOIX to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Québec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this EIGHTEENTH day of the month of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-eight, and in the sixty-second year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,

Assistant Provincial Secretary.

4298

**Index de la Gazette Officielle de  
Québec, No. 46**

- ANNONCEURS** :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 2221.
- AVIS** :—Chambre des notaires de la province de Québec, 2235.
- BILLS PRIVÉS, P. F.** :—Avis au sujet des :—Chambre des Communes ; Sénat et Chambre des Communes ; Sénat, 2225, 2226.
- BILLS PRIVÉS, P. Q.** :—Avis au sujet des :—Assemblée législative ; Conseil législatif, 2227, 2228.
- CERCLE AGRICOLE** :—Formation d'un :—Municipalité de Notre-Dame de Stanbridge, 2222.
- DEMANDES A LA LÉGISLATURE** :—Admettre Henri Laurier à la pratique du droit ; Admettre J. A. S. Lapointe à la pratique du droit ; Admettre Léon Trudeau à la pratique du notariat ; Amender la charte de la cité de Sherbrooke ; Amender la charte de la corporation de la ville de Victoriaville ; Amender l'acte d'incorporation de la Stadacona Water, Light and Power Coy ; De la People's Telephone Coy de Sherbrooke pour amender et obtenir de nouveaux pouvoirs ; Incorporer East Angus en corporation de ville ; Incorporer en ville le village de Windsor Mills, 2230, 2231, 2253.
- FAILLIS** :—Alain ; Bédard ; Cormier ; Denis Frères ; Frechette & Jérôme ; Homier ; Langlais & Cie ; Maltais ; Maranda & Pagé ; Pearson ; Perreault ; Préfontaine ; Robert ; Roy ; Soucisse *et al* ; Warrington *et al* ; Wright & Cowper Co, 2235, 2236, 2253, 2254.
- LETTRES PATENTES, DEMANDES DE** :—Eastern Townships Light, Power and Carbide Coy, 2234.
- LICITATION** :—Stepleton vs Stepleton, 2237.
- NOMINATIONS** :—*Conseiller municipal* :—A. Guilbault, 2221.  
*Greffier de Cour de Circuit* :—Bellechasse, 2221.
- PROCLAMATIONS** :—Convocation des Chambres *pro formâ* ; Erection de la paroisse de Saint-Paul de l'Île aux Noix, 2222, 2255.
- RÈGLES DE COUR** :—Canada Paper Coy vs Collins ; Fournier, 2237, 2255.
- SÉPARATIONS DE BIENS** :—Dmes Brossard vs Lefebvre ; Cail vs Starrack ; Choquette vs Martel ; Delorme vs Leduc ; Fraser vs Wade ; Giguère vs Guilbault ; Haines vs Barclay ; Lague vs Messier ; Loiselle vs Martel ; Martel vs Vignault ; Préfontaine vs Lanthier, 2232, 2233, 2234.
- SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS** :—Dames Achin vs Briault ; Taylor vs Clarke, 2232.
- TERRES DE LA COURONNE** :—Avis de cancellation, etc. :—Cantons Bagot ; Blake ; Cap Chat ; Chicoutimi ; Laverlochère ; Macpès ; Neigette ; Nouvelle ; Portland Est ; Romieux ; Tremblay ; Wentworth ; Woburn ; Wolfe, 2223, 2224, 2225.
- VENTES PAR LES SHERIFFS** :
- ARTHABASKA** :—Baril vs St-Jean ; Breton vs Landry *et al* ; Jamieson vs Rousseau, 2238.
- BEAUCE** :—Larue vs Fournier, 2239.

**Index of the Quebec Official  
Gazette, No. 46**

- ADVERTISERS** :—Notice to :—Respecting notices, etc., 2221.
- NOTICE** :—Board of notaries of the province of Québec, 2235.
- PRIVATE BILLS, F. P.** :—Notice respecting the :—House of Commons ; Senate and House of Commons ; Senate, 2225, 2226.
- PRIVATE BILLS, P. Q.** :—Notice Respecting the :—Legislative Assembly ; Legislative Council, 2227, 2228.
- FARMER'S CLUB** :—Formation of a :—Municipality of Notre Dame of Stanbridge, 2222.
- APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE** :—To admit Henri Laurier to the practice of law ; To admit J. A. S. Lapointe to the practice of law ; To admit Léon Trudeau to practice as notary ; To amend charter of the city of Sherbrooke ; To amend charter of the corporation of the town of Victoriaville ; To amend the act of incorporation of The Stadacona Water, Light and Power Coy ; From the People's Telephone Coy of Sherbrooke to amend and obtain increase powers ; To organizing East Angus in town corporation ; To incorporate in town the village of Windsor Mills, 2230, 2231, 2253.
- INSOLVENTS** :—Alain ; Bédard ; Cormier ; Denis Frères ; Frechette & Jérôme ; Homier ; Langlais & Cie ; Maltais ; Maranda & Pagé ; Pearson ; Perreault ; Préfontaine ; Robert ; Roy ; Soucisse *et al* ; Warrington *et al* ; Wright & Cowper Co., 2235, 2236, 2253, 2254.
- LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR** :—Eastern Townships Light, Power and Carbide Coy, 2234.
- LICITATION** :—Stepleton vs Stepleton, 2237.
- APPOINTMENTS** :—*Municipal councillor* :—A. Guilbault, 2221.  
*Clerk of Circuit Court* :—Bellechasse, 2221.
- PROCLAMATIONS** :—Parliament convoked *pro formâ* ; Erection of the parish of Saint Paul de l'Île Noix, 2222, 2255.
- RULES OF COURT** :—Canada Paper Coy vs Collins ; Fournier, 2222, 2255.
- SEPARATIONS AS TO PROPERTY** :—Dmes Brossard vs Lefebvre ; Cail vs Starrack ; Choquette vs Martel ; Delorme vs Leduc ; Fraser vs Wade ; Giguère vs Guilbault ; Haines vs Barclay ; Lague vs Messier ; Loiselle vs Martel ; Martel vs Vignault ; Préfontaine vs Lanthier, 2232, 2233, 2234.
- SEPARATION FROM BED AND BOARD** :—Dames Achin vs Briault ; Taylor vs Clarke, 2232.
- CROWNLANDS** :—Notice of cancellation, etc. :—Townships Bagot ; Blake ; Cap Chat ; Chicoutimi ; Laverlochère ; Macpès ; Neigette ; Nouvelle ; Portland East ; Romieux ; Tremblay ; Wentworth ; Woburn ; Wolfe, 2223, 2224, 2225.
- SHERIFF'S SALES** :
- ARTHABASKA** :—Baril vs St-Jean ; Breton vs Landry *et al* ; Jamieson vs Rousseau, 2238.
- BEAUCE** :—Larue vs Fournier, 2239.

- JOLIETTE** :—Deschamps vs Rivest ; Trudeau vs Gaudet, 2239.
- KAMOURASKA** :—Dionne, failli ; Dumais vs Chamard, 2240.
- MONTMAGNY** :—Dme Leclerc vs Leclerc, 2241.
- MONTREAL** :—Delisle vs Dme Fraser *et vir* ; Dme Schnaider vs Dme Fournier ; La Reine vs Charbonneau ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Provost ; Les commissaires d'écoles de la municipalité de la paroisse de Saint-Grégoire le Thaumaturge vs Morris, 2242, 2243, 2244.
- QUÉBEC** :—Dlle Turgeon vs Dme Rémillard *et al* ; La cité de Québec vs Gingras ; La corporation de la paroisse de Sainte-Anne de Beau-pré vs Richard, 2245, 2246.
- RICHELIEU** :—La cité de Sorel vs Fosbrooke ; Lamoureux vs Fosbrooke ; Sheppard vs Desjardins *et al*, 2246, 2247.
- RIMOUSKI** :—Dme Petigrew vs Bernard, 2248.
- SAINT-FRANÇOIS** :—King vs Couture ; The Eastern Townships' Bank vs The Standard Granite Coy, 2248, 2251.
- SAINT-HYACINTHE** :—Desmarais vs Gladu ; Goulet vs Boisvert ; Racine vs Allard, 2251, 2252.
- TROIS-RIVIÈRES** :—Pagé *ès-qual.* vs Lacoste, 2252.
- JOLIETTE** :—Deschamps vs Rivest ; Trudeau vs Gaudet, 2239.
- KAMOURASKA** :—Dionne, insolvent ; Dumais vs Chamard, 2240.
- MONTMAGNY** :—Dme Leclerc vs Leclerc, 2241.
- MONTREAL** :—Delisle vs Dme Fraser *et vir* ; Dme Schnaider vs Dme Fournier ; The Queen vs Charbonneau ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Provost ; The school commissioners of the municipality of the parish of Saint Grégoire le Thaumaturge vs Morris, 2242, 2243, 2244.
- QUÉBEC** :—Dlle Turgeon vs Dme Rémillard *et al* ; The city of Quebec vs. Gingras ; The corporation of the parish of Sainte-Anne de Beau-pré vs Richard, 2245, 2246.
- RICHELIEU** :—The city of Sorel vs. Fosbrooke ; Lamoureux vs Fosbrooke ; Sheppard vs Desjardins *et al*, 2246, 2247.
- RIMOUSKI** :—Dme Petigrew vs Bernard, 2248.
- SAINT FRANCIS** :—King vs Couture ; The Eastern Townships' Bank vs The Standard Granite Coy, 2248, 2251.
- SAINT HYACINTH** :—Desmarais vs Gladu ; Goulet vs Boisvert ; Racine vs Allard, 2251, 2252.
- THREE RIVERS** :—Pagé *ès-qual.* vs Lacoste, 2252.